



MAYENNE
communauté


RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS

EXERCICE 2017



MAYENNE Communauté • 10 rue de verdun • CS 60111 • 53103 MAYENNE CEDEX
Tél. 02 43 30 21 21 • contact@mayennecommunaute.fr • www.mayennecommunaute.fr

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 18/12/2018
Reçu en préfecture le 18/12/2018
Affiché le 20/12/2018 
ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

| | | | |
|---|--------------|---|-----------|
| INTRODUCTION | 3 | IV – ANALYSE FINANCIERE | 21 |
| I-PRESENTATION GENERALE DU SERVICE..... | 4 | A) COÛTS COMPLETS = TOTAL DES CHARGES | 21 |
| A) MOYENS HUMAINS | 4 | A-1 : EVOLUTION DEPUIS 2012, ENSEMBLE DU SERVICE..... | 21 |
| B) MOYENS TECHNIQUES ROULANTS | 5 | A-2 : EVOLUTION PAR FLUX | 22 |
| C) INSTALLATIONS | 5-6 | A-3 : EVOLUTION PAR POSTE | 22 |
| D) 2017 : HARMONISATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET DU MODE DE FINANCEMENT DU SERVICE | 7-8 | A-4 : COUTS COMPLETS (EN €HT/HABITANT) | 23 |
| E) LES COLLECTES SPECIFIQUES | 9 | A-5 : COUTS COMPLETS (EN €HT/TONNE)..... | 24 |
| F) SYNTHESE : Fonctionnement général et tonnages associés..... | 10 | B) RECETTES..... | 25 |
| G) SCHÉMA ORGANISATIONNEL DE L'ENSEMBLE DU SERVICE | 11 | B-1 : LA GRILLE TARIFAIRE RI 2017 | 25 |
| II - LA PRODUCTION DE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES SUR LE TERRITOIRE | 12 | B-2 : UNE GRILLE TARIFAIRE REOM 2017 | 26 |
| A) EVOLUTION DES TONNAGES SUR LA MC..... | 13 | B-3 :ANALYSE GLOBALE DES RECETTES DU SERVICE | 27 |
| B) ANALYSE GLOBALE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXES | 14 | B-4 : DETAIL DES SOUTIENS ET RECETTES INDUSTRIELLES | 28 |
| C) DETAIL DES APPORTS EN DECHETTERIE..... | 15 | B-5 : LES COUTS EVITES DU RECYCLAGE | 28 |
| C-1 : PART DES DIFFERENTS SITES, NOUVEAUX FLUX COLLECTES ET PERSPECTIVES | 15 | C) SYNTHESE DES COUTS DU SERVICE | 29 |
| C-2 : LES FILIÈRES REP EN DÉCHETTERIE | 16 | CONCLUSION | 30 |
| C-3 : REEMPLOI ET PARTENARIAT AVEC EMMAUS | 16 | | |
| D) SCHÉMA ORGANISATIONNEL DES DECHETTERIES, POINTS DE COLLECTE (ET COLLECTES SPECIFIQUES) | 17 | | |
| E) ANALYSE DU TRI SELECTIF | 18 | | |
| III – PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION | 19-20 | | |

ID: 053-200055887-20181213-CC131218DE14B24-DE

[illegible]

三

I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SERVICE

A) MOYENS HUMAINS

En 2017, le service est composé de **29 agents** à temps complet. Avec la fusion, l'organisation du service a évolué.

Le directeur Aménagement Mobilité Environnement coordonne l'ensemble de l'activité du service, composé de 3 pôles :

- **Le pôle administratif** est composé de 4 agents, avec un soutien du service financier (environ 0,5 Equivalent Temps Plein = 0.5 ETP) pour le suivi budgétaire du service.
- **Le pôle prévention** est composé de 2 agents : un responsable de projets et une animatrice prévention déchets.
- **Le pôle technique** est composé de 23 agents :
 - * un chef de service et ses 2 adjoints
 - * 3 à 4 équipes (constituées d'un chauffeur d'un ripeur), assurent la collecte des ordures ménagères selon les jours (2 ripeurs pour la collecte des cartons des professionnels sur certains sites);
 - * 2 chauffeurs sont chargés de la collecte des déchets verts, du transport des bennes des déchetteries et des points de collecte vers les sites de traitement, des diverses bennes à déchets verts des Communes ainsi que de la collecte des ordures ménagères des conteneurs semi enterrés (CSE).
 - * 1 chauffeur assure la gestion de la plateforme de compostage de déchets verts sur le site de Parigné
 - * 3 agents de déchetterie : un agent assure le gardiennage de la déchetterie de Guélaintin à Saint Fraimbault de Prières, de la déchetterie de Martigné et du point de collecte d'Aron, un autre assure le gardiennage de la déchetterie de Parigné et un dernier les déchetteries de Lassay et Le Ribay. .
 - * 1 agent est chargé de l'entretien des espaces propreté, des livraisons et du suivi du puçage des bacs individuels
 - * 1 agent est chargé de l'entretien des conteneurs semi-enterrés (CSE) et il effectue également des remplacements de gardiennage des déchetteries.
 - * 1 agent à 60% responsable du quai de transfert.

Avec la mise en place de la redevance incitative et le passage en apport volontaire d'une partie de la population, on voit que les missions de la régie ont évolué à moyens humains constants vers des missions spécifiques pour la collecte et l'entretien des conteneurs semi-enterrés ainsi que le suivi des bacs individuels. D'autres missions se sont également renforcées comme la communication et la prévention des déchets.

La répartition des missions assurées en régie et celles effectuées via prestation de service sont détaillées dans le schéma en page 11.

La Communauté de Communes emploie par ailleurs des agents contractuels pour pallier l'absence de personnel (pendant les périodes de congés et d'arrêt maladie pour effectuer le remplacement des ripeurs ou pour des périodes définies (un contrat d'avenir inclus dans ces chiffres).

Dans un souci de mutualisation, les agents de la Ville de Mayenne ou d'autres service de MC apportent aussi leur concours pour différentes missions. Ces interventions concernent notamment la collecte des ordures ménagères, les ressources humaines, l'entretien et les réparations des véhicules par le garage, l'accompagnement du bureau d'études et du service de la commande publique dans les projets du service déchets (le reste des interventions étant lié à du travail en atelier ou de la présence ponctuelle dans les déchetteries).

Il convient de souligner que la mise en place de la redevance incitative s'est accompagnée d'un phénomène de dépôts sauvages au pied des CSE. Ces dépôts ont entraîné une intervention accrue du service propreté de la ville de Mayenne. C'est pourquoi un travail de partenariat avec la ville de Mayenne a été élaboré pour lutter contre ce phénomène (travail sur une prestation d'enlèvement facturée aux usagers identifiés, instauration d'un minimum de dépôts/levées et prévention en porte-à-porte).

On peut enfin noter que le gardiennage des points de collecte de Commer et Jublains est assuré par les agents de chacune des Communes par le biais d'une convention dont le coût est remboursé par la Communauté de Communes (pour Commer : 156 heures, pour Jublains : 324 heures). Le gardiennage du point de collecte d'Aron est pour sa part assuré par les agents de la Communauté (465 heures).

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

B) MOYENS TECHNIQUES ROULANTS



- 4 bennes ordures ménagères + une 5ème « mulet », c'est à dire utilisée pour remplacer les autres lors des réparations et lors des tournées supplémentaires occasionnées par les jours fériés).
- 2 camions ampliroll pour la collecte des déchets verts et des encombrants stockés dans des caissons ainsi que le vidage des containers semi enterrés d'ordures ménagères (avec une benne compactrice amovible).
- Un camion de compaction spécifique à la collecte des CSE.
- Le service dispose également d'un chargeur et d'un télescopique (en location) pour la gestion des déchets verts de la plate-forme.

- 3 camionnettes sont utilisées pour l'entretien des espaces propreté, la livraison des bacs individuels et l'entretien des CSE.
- 3 véhicules légers pour le responsable régie et ses adjoints
- 1 véhicule léger pour les déplacements aux déchetteries.

Envoyé en préfecture le 18/12/2018
Reçu en préfecture le 18/12/2018
Affiché le 20/12/2018
ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE



C) INSTALLATIONS



- Le service déchets dispose d'un centre technique mutualisé avec les services de la ville de Mayenne (zone des Perrouins, photo de gauche). Il permet l'embauche de la régie déchets et le stockage des véhicules.

- Depuis 2010, la collectivité dispose sur le site de la Lande à Parigné/Braye d'une plate-forme de compostage des déchets d'environ 8000 m2 utiles (retournements en régie, broyage et criblage étant réalisés en prestation de service). Des bennes à déchets verts sont aussi installées sur certains sites du territoire (Marillé, Belgeard, Contest, Moulay). Le compost produit est conforme à la norme NFU44-051 et redistribué gratuitement aux usagers ou à un tarif avantageux auprès des agriculteurs.



Horaires d'ouverture

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi |
|------------------------------------|---|---|---|---|---|---|
| Martigné sur Mayenne | 9h30 - 11h45 13h30 - 17h30 | | 9h30 - 11h45 13h30 - 17h30 | | | 9h00 - 11h45 13h30 - 17h30 |
| Parigné sur Braye | 9h30 - 11h45 13h30 - 18h30 (17h30*) | 9h30 - 11h45 13h30 - 18h30 (17h30*) | 9h30 - 11h45 13h30 - 18h30 (17h30*) | 9h30 - 11h45 13h30 - 18h30 (17h30*) | 9h30 - 11h45 13h30 - 18h30 (17h30*) | 9h30 - 11h45 13h30 - 18h30 (17h30*) |
| Saint Fraimbault de Prières | | 9h30 - 11h45 13h30 - 15h30 | | 9h30 - 11h45 13h30 - 15h30 | 9h30 - 11h45 13h30 - 15h30 | 9h30 - 11h45 13h30 - 15h30 |
| Le Ribay | 9h00 - 12h00 | | 14h00 - 17h00 | | | 9h00 - 12h00 |
| Lassay les Châteaux | 14h00 - 17h00 | | 9h00 - 12h00 | | 14h00 - 17h00 | 9h00 - 12h00 14h00 - 17h00 |
| Saint Georges Buttavent | | 10h45 - 11h45 | | | | 9h15 - 11h45 |
| Commer | 16h00 - 18h00 (17h00*) | | | | | 13h30 - 16h00 (15h00*) |
| Aron | | 15h45 - 17h30 | | 15h45 - 17h30 | 15h45 - 17h30 | 15h45 - 17h30 |
| Jublains | 16h00 - 18h00 (17h00*) | | 9h30 (11h00*) - 12h00 | | | 14h30 - 18h00 (16h30*) |

* Horaires du 1^{er} octobre au 31 mars.

Mayenne Communauté dispose en 2017 de :

- 5 déchetteries : Parigné, Martigné, Saint Fraimbault, Le Ribay et Lassay
- 3 points de collecte : Aron, Commer, Jublains

La distinction entre les « déchetteries » et « points de collecte » réside dans le nombre de flux qui sont pris en charge sur les déchetteries plus importants (déchets dangereux, DEEE) et les plages d'ouverture plus importantes.

Leur accès est libre et gratuit. Tous les particuliers sont admis (dépôt de moins d'1,5 m³/flux de déchets et /jour) sans contrôle du territoire de résidence. **Les professionnels sont acceptés, mais les dépôts sont facturés depuis 2011** (seulement sur l'ex CCPM, mise en place à partir de 2018 dans les déchetteries de Lassay et Le Ribay), à des tarifs qui sont lissés à l'échelle départementale.

Compte tenu des enjeux financiers et organisationnels encadrant la gestion des déchetteries, **un schéma directeur des déchetteries a été réalisée**, en 2016, par le bureau d'études Atlance.

Le résultat de cette étude a fait apparaître qu'une remise aux normes de l'ensemble des sites était nécessaire mais que cette opération engendrait de très importants investissements. Pour rappel, le conseil de communauté a fait des choix et fixé des priorités sur les actions à mener pour les 10 prochaines années :

- ♦ Mettre en place un plan pluri-annuels d'investissements avec un objectifs de dégager 2 millions d'euros sur 10 ans
- ♦ Conforter les sites prioritaires en les mettant aux normes : déchetteries de Lassay, Parigné, Martigné et Le Ribay
- ♦ Approfondir la réflexion sur la partie Sud-Est du territoire : les sites de Commer, Aron, Jublains n'accueillent pas tous les flux et proposent des plages horaires restreintes. Leur mise aux normes à l'identique soulève des questions budgétaires et techniques (espace disponible par exemple). De même, la vétusté et le positionnement géographique du site de Saint Fraimbault (Guelaintin) pose la question de la pertinence de sa réhabilitation. En l'état, des investigations complémentaires sont nécessaires afin d'évaluer l'opportunité d'adapter l'offre sur l'ensemble du territoire concernés par ces sites (création d'une nouvelle déchetterie avec ou sans maintien de certains sites, réhabilitation avec homogénéisation des flux collectés...). Les investissements prévus sur les sites prioritaires doivent dégager le temps nécessaire à cette réflexion.
- ♦ Etudier les possibilité d'un partenariat : en effet le schéma directeur montre qu'il existe peu de zones blanches denses avec des usagers à plus de 10 min 10 km d'une déchetterie. Seuls les bourgs d'Alexain et de Placé sont dans ce cas et l'accès à la déchetterie d'Andouillé pourrait améliorer la situation
- ♦ Développer les partenariats pour une valorisation de proximité des déchets verts : en effet le schéma a pointé la spécificité de l'ex CCPM quant à la gestion des déchets verts sur lequel existent plusieurs sites de pose spécifiques des déchets verts (Belgeard, Grazay, Mayenne, Marcillé, Contest et Saint Georges)
- ♦ Ne pas mettre en place pour l'heure de contrôle d'accès des sites car les investissements sont conséquent compte tenu du nombre de sites. Il convient d'attendre les réflexions sur la partie Sud-est du territoire. La vidéoprotection ainsi qu'un meilleur contrôle des apports des professionnels sur le site de Parigné sont en revanche des sujets à approfondir.

Dès 2017, des actions définies dans le schéma directeur ont été mise en œuvre :

- ⇒ Réflexion sur le projet d'agrandissement et de mise aux normes de la déchetterie de Lassay : attribution d'un maître d'œuvre et lancement de la consultation pour les travaux (réalisation des travaux lors du semestre 1 de l'année 2018).
- ⇒ Amélioration de la signalétique verticale et horizontale des déchetteries : marquage au sol, nouveaux panneaux de communication...
- ⇒ Ajout d'un agent pour le gardiennage du site de Parigné car il présente un taux de passage horaire qui nécessite de renforcer l'accueil et le conseil auprès des usagers
- ⇒ Suppression de l'éco-point de St Georges-Buttavent (en février 2017) au regard de sa proximité directe au site de Parigné et de l'écart important du site à la réglementation.

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

SLOW

D) 2017 : HARMONISATION DU NOUVEAU SYSTEME DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET DE DU MODE DE FINANCEMENT DU SERVICE

Afin d'uniformiser le service à l'échelle de Mayenne Communauté et de l'optimiser dans le temps tout en valorisant les comportements émus des communes de l'ex CCHL ont travaillé en collaboration tout au long de l'année 2016 à la mise en place d'un nouveau système de collecte et de financement du service. Ainsi les collectivités ont souhaité étendre la mise en place de la redevance incitative et développer parallèlement l'apport volontaire pour les OMR. Tous les habitants des communes de l'ancienne CCHL devront déposer leurs ordures ménagères résiduelles dans des Conteneurs Semi-Enterrés (CSE), hormis une partie des usagers de Lassay-les-Châteaux. L'année 2017 a donc été marquée par :

- ▶ l'implantation des CSE dans chaque commune et en fonction de critères préalablement définis.
- ▶ des permanences pour la distribution des badges et le puçage des bacs individuels.
- ▶ la phase opérationnel de la collecte des OMR en CSE.
- ▶ l'inauguration du nouveau système de collecte.

D-1 : Uniformisation du mode de collecte dans les communes de l'ex CCHL

Lors du premier trimestre de l'année 2017, les dernières réunions publiques d'information ont été organisées dans les communes de l'ex CCHL. Celles-ci avaient pour objectif d'échanger avec la population sur le nouveau mode de fonctionnement du service déchets. Parallèlement, le déploiement et l'implantation des CSE s'est effectués et achevés en mai 2017.

Afin de débiter la collecte en CSE, des permanences ont été tenues dans chaque commune par les agents du service déchets afin de distribuer les badges. Ces badges donnent accès aux usagers à l'ouverture des CSE pour les dépôts leurs OMR. Ces temps d'échanges ont permis de présenter aux usagers et agents communaux le fonctionnement des CSE et les futures modalités de paiement du service. Le puçage des bacs individuels pour les habitants du bourg de Lassay conservant une collecte en porte-à-porte a été effectué en régie.

La phase opérationnelle de la collecte en CSE a débuté au début du second semestre 2017. Le service déchets a ainsi modifié ses tournées de collecte. 2 collectes sont ainsi organisées chaque semaine : une collecte des CSE le jeudi et une collecte des bacs individuels des usagers de Lassay et des professionnels d'une partie des communes de l'ex CCHL le mardi.



Inauguration du nouveau système de collecte en présence de M. Raillard, maire de Lassay, Mme Morin, vice-présidente en charge des déchets et M. Angot, président

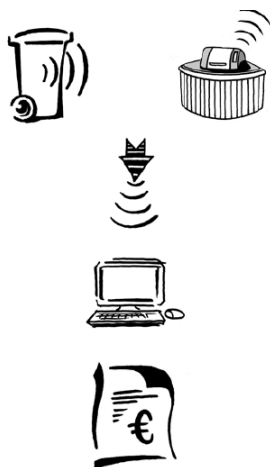


Le 22 juin 2017 a eu lieu une cérémonie d'inauguration du nouveau système de collecte. Cette cérémonie avait pour objectif de présenter la qualité des aménagements réalisés dans le cadre de la mise en place de la RI et de remercier les différents acteurs de ce projet (élus, agents, financeurs, entreprises...).

L'année 2017 correspond à une année de transition lors de laquelle les usagers ont pu tester et s'approprier le nouveau système de collecte tout en conservant leur ancien mode de facturation. Seuls les habitants des bourgs ont eu une modification de leur redevance avec un passage à une facturation équivalente à un foyer habitant en campagne (du fait de la suppression du service en porte-à-porte).



D-2 : Principes et plannings de facturation de la redevance :



A l'issue de la fusion, le financement du service déchets est resté distinct pour les 20 communes de l'ex Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) de celui pour les 13 communes de la Communauté de Communes du Corps-Lassay (CCHL). Bien que tous les deux s'appuient sur le principe d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), celle instituée sur l'ex CCPM est incitative (à la différence de celle de l'ex CCHL) puisqu'elle intègre dans sa grille tarifaire une composante qui est fonction du volume d'ordures ménagères produites.

L'article L2333-76 du CGCT autorise le maintien du régime applicable en matière de REOM sur le territoire de la CCPM et de la CCHL au cours des 5 ans qui suivent la fusion. Il a pour autant été convenu par délibération du 14 janvier 2016 de viser à une harmonisation des tarifs dès le 1er janvier 2018 pour aller vers une redevance incitative sur Mayenne Communauté et répondre ainsi aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Énergétique. 2017 comme 2016 a donc été une année nécessaire à cette harmonisation des pratiques. Aussi en 2017 les grilles en vigueur avant la fusion sont reconduites (avec des ajustements pour une meilleure prise en compte du prorata sur ex CCHL - cf. page 25).

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

D-3 : Fiabilisation des contrôles d'accès des CSE et lutte contre les dépôts sauvages.

Suite aux difficultés rencontrées sur les contrôles d'accès des CSE et après avoir testé un nouveau système sur la commune de Saint Georges-Buttavent, un marché complémentaire a été lancé fin 2015 pour reconditionner à terme l'ensemble du parc et permettre un usage optimal, avec des coûts de fonctionnement réduits (passage d'une technologie GSM au Bluetooth). Fin 2017, près de 130 conteneurs étaient équipés. Le résultat étant très satisfaisant, le déploiement se poursuivra et devrait se conclure en 2018 sur la cinquantaine de CSE restant à équiper.

Les communes de l'ex CCPM et tout particulièrement le service propreté de la ville de Mayenne (ville centre, 14000 hab.) ont dû s'adapter à certains comportements liés à la mise en place de la redevance incitative. Dès janvier 2014, ces phénomènes ont débuté et ils ont été souvent au départ mis sur le compte de conteneurs défectueux. Si ce phénomène a existé, la situation s'est largement améliorée depuis. Pourtant de trop nombreux dépôts sont encore constatés malgré un service à présent opérationnel.

De plus, suite au passage à une collecte en tout CSE dans les communes de l'ex CCHL, quelques dépôts sauvages ont été recensés, principalement au pied de conteneurs semi-enterrés.

C'est pourquoi, en 2017, le service déchets a poursuivi ses actions en matière de lutte contre les dépôts sauvages :

- Rencontre avec des communes afin de résoudre les difficultés liées à certains sites (dégradations, dépôts sauvages...) : proposition de réaménagement, déplacement ou suppression de certains sites (un site supprimé à Saint Baudelle en 2017).
- Suivi des listes de distribution des badges dans les communes de l'ex CCHL afin d'assurer à tous un accès au service.
- Mise en place d'une procédure d'enlèvement des dépôts sauvages en collaboration avec les communes ainsi qu'une prestation d'enlèvement
- Porte-à-porte effectué par l'animatrice prévention déchets dans les secteurs les plus concernés par les dépôts sauvages (rappel des consignes de tri, du fonctionnement de la collecte et de la RI).

La lutte contre les dépôts sauvages reste un axe fort pour les années à venir afin que la redevance incitative soit parfaitement ancrée dans les habitudes des usagers.



**Ils vous aident
au quotidien, ne
les abandonnez pas !**

E) LES COLLECTES SPECIFIQUES

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID: 053-200055887-20181213-CC131218DEL1B24-DE

Biodéchets : Il n'y a pas de collecte spécifique des biodéchets en porte à porte mais la mise à disposition de bennes à déchets verts sur le territoire. Leur implantation a été rationalisée avec la mise en place de la plate-forme de compostage sur le site de Parigné (passage de 14 bennes à Mayenne à 4 uniquement mises le week-end). En revanche, il reste plusieurs sites équipant l'ex CCPM de bennes à déchets verts afin de limiter les déplacements des usagers (voir données en partie 2). La collecte de biodéchets n'a pas été développée pour le moment, la collectivité ayant fait le choix d'investir dans le compostage individuel et collectif (voir partie prévention). Cependant, la collecte des biodéchets des professionnels reste un sujet d'étude, notamment avec les évolutions réglementaires à la suite du Grenelle 2 et de la loi de transition énergétique.

Encombrants : Chaque déchetterie et point de collecte de Mayenne Communauté dispose à minima d'une benne pour la collecte des encombrants. Afin de limiter les tonnages de déchets d'encombrants traités en enfouissement, le collectif a mis en place sur le site de la déchetterie de Parigné une benne pour les petits encombrants incinérables (objet faisant moins de 1 mètre). Ceux-ci sont ainsi traités au centre de valorisation énergétique de Pontmain. Lorsque les sites le permettront, cette benne sera installée dans chaque déchetterie. Par ailleurs, un service minimum est assuré sur appel téléphonique pour les personnes handicapées ou âgées n'ayant pas de véhicule adapté pour acheminer leurs déchets encombrants à la déchetterie (demandes devant transiter par le CCAS des communes).

Cartons : Une collecte en porte-à-porte des cartons des commerçants et artisans de Mayenne et de Moulay est organisée en régie tous les vendredis. Le périmètre de cette collecte est déterminé par la densité importante de professionnels dans cette zone agglomérée.

Tri sélectif (verre et multimatériaux) : Comme on l'a vu, la collecte des emballages ménagers recyclables se fait par apport volontaire des usagers dans des colonnes de tri qui distinguent le verre d'une part et le « monoflux » d'autre part. En effet, depuis 2011, les papiers, journaux et magazines sont collectés en mélange avec les emballages légers (cartonnettes, flacons et bouteilles en plastique, emballages en aluminium, acier, etc.). L'ensemble constitue la collecte du « monoflux » (appelé aussi « multimatériaux »). La collecte du verre et du monoflux est assurée par prestation de service avec la société SPHERE qui en assure également le traitement (centre de tri situé à Donville-les-Bains). Mayenne Communauté possède un parc de colonnes de tri (aériennes et semi-enterrées) qu'elle renouvelle régulièrement et qui doit s'adapter aux usagers, notamment avec l'impact de la redevance incitative qui a vu les volumes collectés augmenter d'environ 30% (voir partie II).

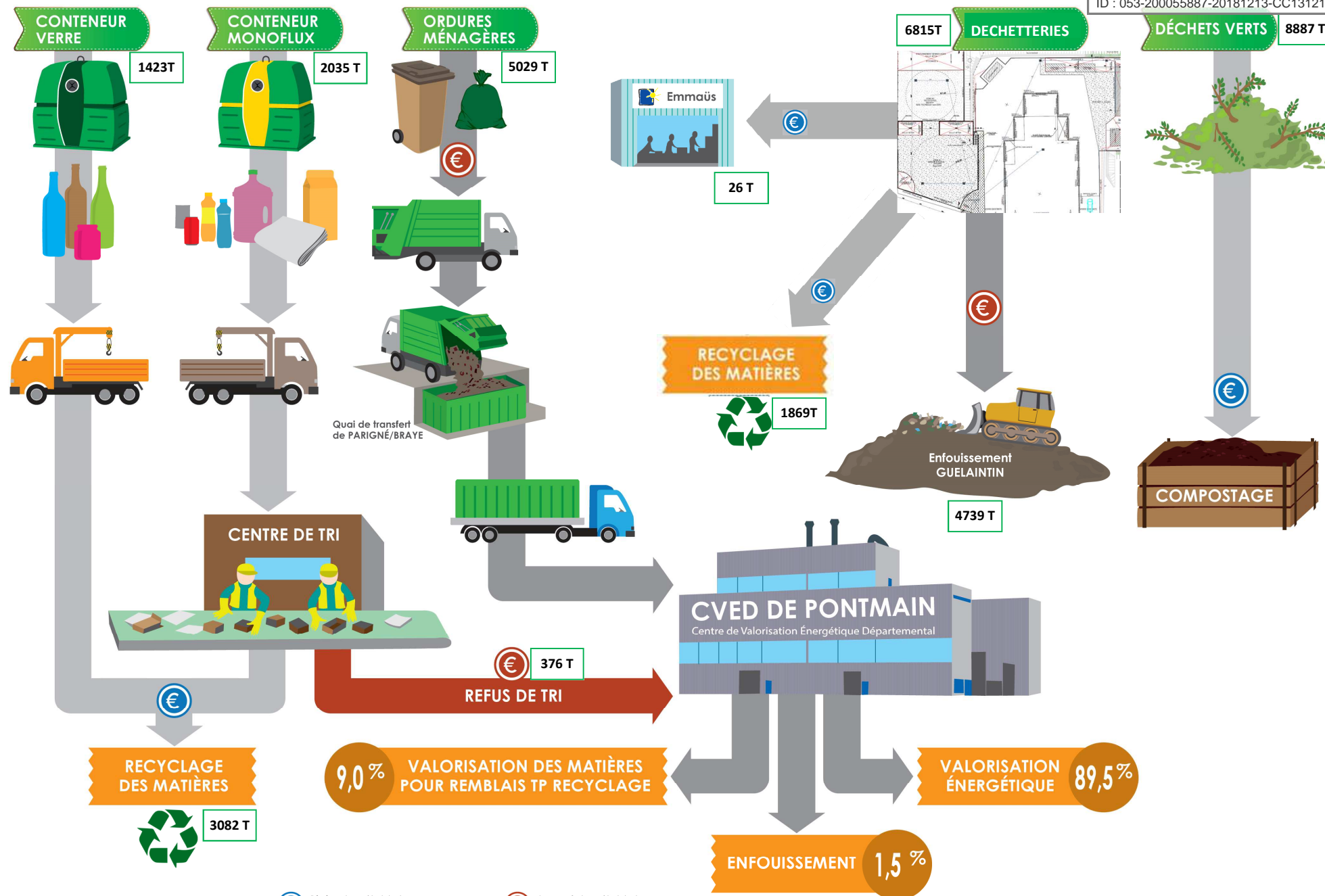
Déchets de soins : La Communauté de Communes s'appuie sur le réseau des pharmacies pour proposer aux particuliers en automédication une collecte gratuite des piquants-coupants à risque infectieux (DASRI). Les usagers souhaitant bénéficier de ce service se rapprochent de leur pharmacien habituel pour obtenir des boîtes à usage unique.

A retenir :

- La mise en place de la redevance incitative a profondément changé le mode de fonctionnement du service, avec le développement de l'apport volontaire des ordures ménagères et un nouveau rapport à l'usager.
- Des ajustements sur les emplacements des CSE et sur les contrôles d'accès ont été réalisés pour améliorer la qualité du service rendu dans le temps. La collecte en CSE tend à se généraliser avec le passage des communes de l'ex CCHL.
- La lutte contre les dépôts sauvages est un travail quotidien depuis 2014.
- Le schéma directeur des déchetteries a permis d'établir la stratégie de la collectivité en matière de déchetteries pour les 10 prochaines années.

F) SYNTHÈSE : Fonctionnement général et tonnages associés

Envoyé en préfecture le 18/12/2018
 Reçu en préfecture le 18/12/2018
 Affiché le 20/12/2018
 ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE



G) SCHEMA ORGANISATIONNEL, ENSEMBLE DU SERVICE

| | Collectes spécifiques | | | | | |
|--------------|---|--|-----------------------|---------------------------------|--|---|
| | OM | MONOFLUX | VERRE | CARTON | DECHETS VERTS | DECHETTERIES ET PTS DE COL. |
| PRE COLLECTE | BACS/CSE PàP/AV Loti + qqs zone May + qqs communes | COLONNES AV | COLONNES AV | VRAC PàP (Mayenne) | VRAC / bennes ext. AV | 5 DECHETTERIES, 3 POINTS AV |
| COLLECTE | REGIE | SPHERE | | REGIE | | |
| TRANSFERT | | | SPHERE | | | |
| TRANSPORT | REGIE | SPHERE | | | Gestion sur la plate- forme de compostage : BROYAGE-CRIBLAGE par prestation RETOURNEMENT en régie | PRESTATAIRES REGIE |
| TRI | | CEN.TRI DONVILLE LES BAINS SPHERE | O-I MANUFACTURING | SPHERE | | |
| VALORISATION | | Plast. = Valorplast ELA, Acier, Alu, EMR = SUEZ Papiers = SPHERE | | | COMPOSTAGE (remis aux agriculteurs et usagers MC) | RECYCLAGE |
| ELIMINATION | INCINERATION CVED PONTMAIN | | | | | ENFOUISSEMENT CET GUELAINTIN SITA |

II - LA PRODUCTION DE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES SUR LE TERRITOIRE

A) EVOLUTION DES TONNAGES SUR MC

Tableau 1 : TONNAGES DE L'ENSEMBLE DES DECHETS

| Année | OM | VERRE | PJM (monoflux À partir de 2011) | EMB.LEGERS | COL. SPECIF.* | DECH/PTS COL | Plateforme DV | TOTAL |
|-------|----------|----------|------------------------------------|------------|---------------|--------------|---------------|-----------|
| 2010 | 8 794,23 | 1 097,98 | 926,09 | 297,48 | 862,52 | 6 715,20 | | 15 255,50 |
| 2011 | 8 764,59 | 1 114,46 | 775,41 | 321,37 | 436,85 | 8 077,26 | | 16 028,94 |
| 2012 | 8 339,30 | 1 232,22 | 1 290,76 | | 271,20 | 4 823,71 | 2699,5 | 15 133,69 |
| 2013 | 7 626,26 | 1 186,61 | 1 420,64 | | 294,42 | 5 062,00 | 4 241,75 | 19 831,68 |
| 2014 | 6 435,68 | 1 507,89 | 1 659,10 | | 279,05 | 5 499,19 | 4937,25 | 20 318,16 |
| 2015 | 5 914,06 | 1 249,50 | 1 696,87 | | 191,60 | 5 962,54 | 5197 | 20 211,57 |
| 2016 | 5 675,00 | 1 366,58 | 1 978,30 | | 194,80 | 6 444,22 | 6472,125 | 22 131,02 |
| 2017 | 5 029,00 | 1 422,67 | 2 035,36 | | 213,12 | 6 814,98 | 8887 | 24 402,13 |

* estimation carton pro (col. Spéc.)= 40 % du total

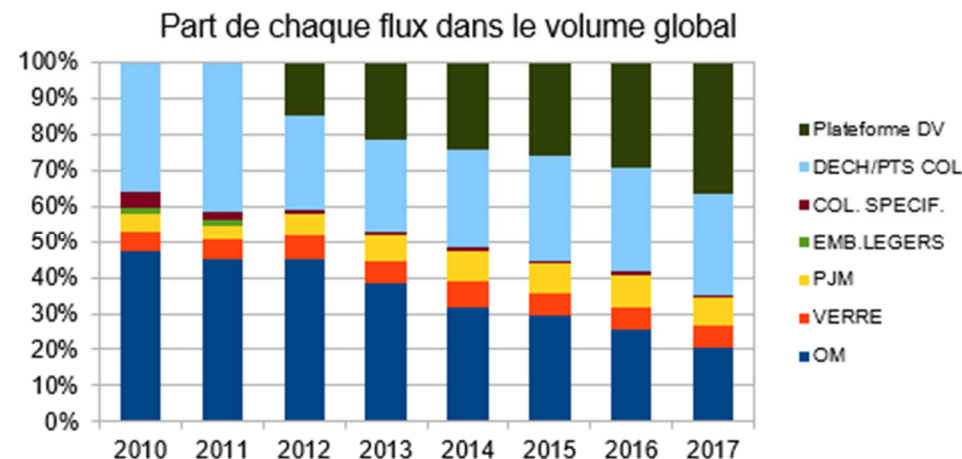
**Tableau 2 : Evolution des tonnages
2017 par rapport à 2012 et 2016**

| | 2012/2017 (%) | 2016/2017 (%) |
|------------------|---------------|---------------|
| Monoflux | 57,69% | 2,88% |
| verre | 15,46% | 4,10% |
| déchetteries | 41,28% | 5,75% |
| Déchets verts | 229,21% | 37,31% |
| Col. Spécifiques | -21,42% | 9,40% |
| OM | -39,70% | -11,38% |
| TOTAL | 61,24% | 10,26% |

En 2017, la réduction de la production d'ordures ménagères résiduelles a été importante (-11,4%) et liés au nouveau mode de collecte mis en place dans les communes de l'ex CCHL. Les flux sont redirigés vers les filières de tri sélectif et dans les déchetteries.

La collecte spécifique correspond à la collecte des cartons pour les professionnels sur la ville de Mayenne.

Les tonnages de déchets verts traités sur la plateforme de Parigné ont de nouveau fortement augmenté. Leurs tonnages représentent, en 2017, 36% des tonnages globaux. Ces apports incluent les déchets des professionnels (payants). Il convient de souligner l'importance de développer autant que possible la gestion des déchets verts sur site par les usagers afin d'éviter un export trop systématique des déchets.



A retenir :

- Diminution continue des tonnages d'OM collectés et hausse de la collecte sélective et dans les déchetteries ce qui favorise une meilleure valorisation des déchets
- les déchets verts constituent un flux très important qu'il convient de maîtriser.

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

B) **ANALYSE GLOBALE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXES**

Tableau 3 : PRODUCTION PAR HABITANT DE L'ENSEMBLE DES FLUX (en Kg/an/hab.)

(hors collecte spécifique cartons car pro)

| | OM | VERRE | Journaux magazines | EMB.LEGERS | DECHETERIES | DECHETS VERTS | TOTAL |
|---------------------------------------|--------|--------|--------------------|------------|-------------|---------------|---------|
| tonnage total 2017 | 5029,0 | 1422,7 | 2035,4 | | 6815,0 | 8887,0 | 24189,1 |
| Kg Par hab. sur MC En 2017 | 135,8 | 38,4 | 55,0 | | 184,0 | 240,0 | 653,3 |
| | 135,8 | 93,4 | | | 424,1 | | 653,3 |
| moyenne en 2017 Sur le département | 171,0 | 88,0 | | | 327,0 | | 586 |
| Objectif Départemental en 2018 | 164,0 | 91,0 | | | 289,0 | | 544 |
| moyenne nationale 2015 | 263 | 29 | 47 | | 210 | | 549 |

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

Les comparaisons avec la moyenne nationale donnent un ordre de grandeur mais les disparités sont fortes entre les pôles urbains et ruraux.

Les objectifs fixés par le Conseil départemental ont été négociés avec l'ADEME dans le cadre du CODEC. MC dépasse largement les attentes concernant l'objectif concernant la collecte des OMR. Pour la première année, l'objectif vis-à-vis de la collecte sélective est également atteint.

Les tonnages de déchets collectés en déchetterie et leur progression vont, quant à eux, à l'opposé des objectifs du Conseil départemental, notamment à cause de l'augmentation des apports de déchets verts.

Les résultats de notre territoire sont bons et devraient continuer à s'améliorer avec le changement de mode de collecte et le passage à la RI dans les communes de l'ex CCHL.

A retenir :

- MC présente de bonnes performances.
- Un travail devra être réalisé sur la gestion, le traitement et la valorisation des déchets verts au domicile des usagers ainsi qu'avec les professionnels du secteur concerné.

C) DETAIL DES APPORTS EN DECHETERIE

Tableau 4 : EVOLUTION 2011-2017 DES TONNAGES DES PRINCIPAUX FLUX

(hors collecte spécifique carton)

| Année | ENCOMBRANTS | DV | FERRAILLE | INERTES | CARTON | DMS | D3E | BOIS | ECO-MOBILIER | TOTAL |
|-------|-------------|-------|-----------|---------|--------|-----|-----|------|--------------|--------|
| 2011 | 2 431 | 2 465 | 423 | 1 590 | 240 | 48 | 215 | | | 7 411 |
| 2012 | 2 133 | 2 152 | 280 | 1 745 | 241 | 51 | 220 | | | 6 822 |
| 2013 | 2 016 | 4 240 | 408 | 1 899 | 239 | 42 | 227 | | | 9 071 |
| 2014 | 2 350 | 4 937 | 388 | 1 896 | 247 | 59 | 253 | | | 10 130 |
| 2015 | 2 139 | 5 197 | 391 | 1 940 | 252 | 54 | 267 | 313 | 230 | 10 783 |
| 2016 | 1 885 | 6 472 | 455 | 2 775 | 292 | 47 | 311 | 422 | 256 | 12 916 |
| 2017 | 1 920 | 8 887 | 477 | 2 819 | 320 | 52 | 289 | 464 | 319 | 15 547 |

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

Les flux de déchets collectés en déchetterie ont subi un impact de la RI et de la collecte en CSE, depuis 2014. En effet, une partie des déchets collectés en déchetterie se trouvait jeter dans les bacs individuels et dans les bacs de regroupement en campagne.

La collecte des encombrants augmente légèrement en 2017, malgré la présence des bennes bois et mobilier. Ces bennes permettent une meilleure valorisation des déchets (matière ou énergétique) contrairement aux encombrants qui sont enfouis. De plus, une benne collectant les petits encombrants de moins d'un mètre a été installé à Parigné. Ces petits encombrants sont incinérés au CVED de Pontmain. Les déchets inertes poursuivent également leur progression. Ces augmentations peuvent être un indicateur de la reprise économique en faveur des professionnels et usagers.

Une quantité importante de déchets verts a été collectée fin 2016 mais traitée début 2017 ce qui peut en partie expliquer l'augmentation de leur tonnage. L'accès des professionnels (payant) en déchetterie et la présence de bennes à déchets verts sur le territoire ne favorisent pas la réduction des déchets verts.

Tableau 5 : PRODUCTION PAR HABITANT SUR LES DECHETTERIES (en Kg/an/hab.)

DECHETTERIES (plateforme DV comprise)

| | ENCOMBRANTS | REP Ecomobilier | réemploi Emmaüs | BOIS | DV | FERRAILLE | INERTES | CARTON | REP EcoDDS | DMS | D3E | TOTAL |
|---------------------------------------|---|-----------------|-----------------|------|-------|-----------|---------|--------|------------|-----|-----|-------|
| tonnage total 2017 | 1920 | 319 | 28 | 464 | 8887 | 477 | 2819 | 320 | 14 | 38 | 289 | 15575 |
| Par hab. MC | 51,9 | 8,6 | 0,8 | 12,5 | 240,0 | 12,9 | 76,1 | 8,6 | 1,4 | | 7,8 | 420,6 |
| moyenne en 2016 Sur le département | 55,0 | 7,1 | 1,4 | 17,0 | 135,0 | 13,0 | 78,0 | 9,0 | 2,0 | | 6,7 | 324,2 |
| Objectif 2017 PEDMA du département | 37,0 | - | - | 8,0 | 71,0 | 8,0 | 70,0 | 5,0 | 4,0 | | | 203,0 |
| moyenne nationale 2015 | pas de données détaillées, uniquement une moyenne nationale de 210 kg/hab (286,5 kg/hab en zone « mixte rurale » qui correspond plus à la typologie de notre territoire) | | | | | | | | | | | |

On constate que les performances des apports en déchetterie sur MC se rapprochent des objectifs du PEDMA.

On mesure cependant qu'il reste des efforts importants, notamment sur la gestion des déchets verts pour prévenir les apports de ces déchets en déchetterie.

Un travail pourrait également être fait pour limiter les tonnages d'encombrants : promotion de la collecte des objets réemployables par Emmaüs et installation de nouvelles bennes Eco-mobilier dans les déchetteries n'en disposant pas (Le Ribay et Martigné notamment).

A retenir :

- Diversification des flux pour une meilleure valorisation des déchets et notamment les encombrants.
- Une gestion des déchets verts à étudier.

C-1 : PART DES DIFFERENTS SITES, NOUVEAUX FLUX COLLECTES ET PERSPECTIVES

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

Tableau 6 : REPARTITION DES TONNAGES 2017 SUR TOUS LES SITES DE MC

| | Encombrants | Bois | Ecomobilier | DV | Inertes | carton | ferraille | EcoDDS | DMS | DEEE | TOTAL | Pourcentage |
|---------------------------|-------------|--------|-------------|--------|---------|--------|-----------|--------|-------|--------|-------|-------------|
| PARIGNE – La Lande | 944,02 | 222,92 | 277,76 | 6600 | 1649,94 | 189,7 | 308,24 | 11,16 | 16,11 | 188,58 | 10408 | 79,39% |
| LASSAY | 261,4 | 108,3 | 41,6 | 562 | 301,6 | 52,64 | 49,82 | | 10,18 | 38,02 | 1426 | 10,87% |
| MARTIGNE | 185,98 | 44,18 | | 308,5 | 149,46 | 28,48 | 47,28 | 1,19 | 3,03 | 23,87 | 792 | 6,04% |
| ST FRAMBAULT – Guélaintin | 196,56 | 58 | | 150,3 | 175,58 | 17,4 | 36,22 | 2,038 | 4,42 | 21,84 | 662 | 5,05% |
| LE RIBAY | 106,74 | 24,52 | | 101,9 | 86,38 | 13,46 | 24,24 | | 3,24 | 16,69 | 377 | 2,88% |
| MAYENNE (centre tech.) | 58,84 | 5,68 | | 200 | 351,58 | | 24,7 | | 0,11 | | 641 | 4,89% |
| COMMER | 40,06 | | | 188 | 104,06 | 4,02 | 7,44 | | | | 344 | 2,62% |
| ARON | 57,14 | | | 167 | | 9,68 | | | | | 234 | 1,78% |
| MOULAY | | | | 190,78 | | | | | | | 191 | 1,46% |
| JUBLAINS | 68,96 | | | 64,72 | | 4,62 | 8,74 | | | | 147 | 1,12% |
| MARCILLE | | | | 116,3 | | | | | | | 116 | 0,89% |
| BELGEARD | | | | 114,81 | | | | | | | 115 | 0,88% |
| CONTEST | | | | 122,82 | | | | | | | 123 | 0,94% |

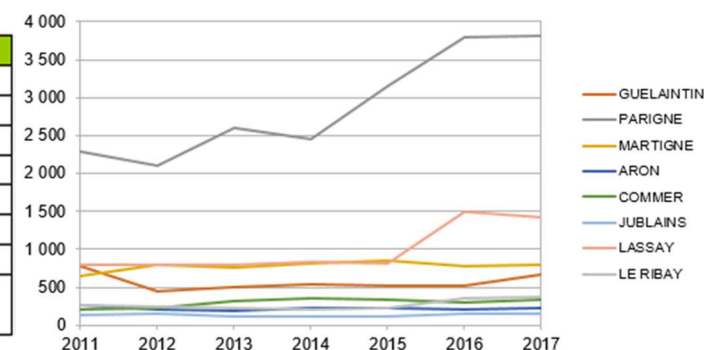
Le tableau ci-dessus et celui ci-dessous détaillent la répartition des flux en déchetterie par site. Il met notamment en relief des éléments essentiels :

- **La place centrale de la déchetterie de Parigné** qui se confirme en captant près de 80% des flux de MC en déchetterie et surtout en matière de collecte de déchets verts (liés à la présence de la plateforme de compostage et à la simplicité de déchargement pour les professionnels et usagers).
- Sur chacun des sites, les tonnages de déchets verts collectés correspondent au flux le plus important.
- **La multiplicité des sites de collecte de déchets verts**, en plus des déchetteries et points de collecte

Tableau 7 : EVOLUTION 2011/2017 DES TONNAGES DES DECHETTERIES ET POINTS DE COLLECTE

hors plateforme DV

| Année | GUELAIN TIN | PARIGNE | MARTIGNE | ARON | COMMER | JUBLAINS | LASSAY | LE RIBAY | TOTAL |
|---------------------|-------------|---------|----------|---------|--------|----------|--------|----------|--------|
| 2011 | 781 | 2 287 | 657 | 268 | 204 | 133 | 799 | 254 | 4 329 |
| 2012 | 447 | 2 108 | 788 | 210 | 221 | 150 | 800 | 250 | 4 974 |
| 2013 | 497 | 2 602 | 761 | 193 | 323 | 109 | 789 | 234 | 5 508 |
| 2014 | 546 | 2 460 | 810 | 219 | 352 | 116 | 825 | 207 | 5 535 |
| 2015 | 514 | 3 156 | 843 | 222 | 332 | 123 | 817 | 233 | 6 240 |
| 2016 | 529 | 3789 | 769 | 204 | 293 | 153 | 1491 | 346 | 7 574 |
| 2017 | 662 | 3808 | 792 | 234 | 344 | 147 | 1426 | 377 | 7 790 |
| Evolution 2011/2017 | -15,18% | 66,51% | 20,63% | -12,84% | 68,75% | 10,82% | 78,51% | 48,32% | 79,94% |



Les 2 déchetteries principales sont celle de Parigné et Lassay. On constate que ce sont celles qui subissent le plus grand accroissement d'activités entre 2011 et 2017. Grâce aux tableaux ci-dessus, on constate que la déchetterie de Parigné a une activité croissante. Mais c'est bien la part des déchets verts collectés qui explose ces dernières années.


Les points de collecte d'Aron, Jublains et Martigné sont des sites de proximité ne collectant que de faibles tonnages comparés aux déchetteries.

Les sites de Commer et Guelaintin ont sensiblement augmenté (principalement les tonnages de déchets verts).

C-2 : LES FILIÈRES REP EN DÉCHETTERIE :

REP ou « filière issue de la responsabilité élargie du producteur ». A travers une écotaxe perçue auprès du producteur initial place grâce à ce financement pour prévenir, valoriser et traiter les déchets issus du produit initial concerné. A titre d'exemple, Eco-emballages (qui est la plus ancienne des REP) finance ainsi le recyclage des emballages (et leur éco-conception) en versant des fonds aux collectivités qui organisent la collecte.

éco-mobilier La filière Ecomobilier : Ecomobilier est l'écoorganisme agréé par l'Etat, à but non lucratif, qui organise la filière de collecte et de valorisation du mobilier usager. Depuis le 1er juillet 2014, 2 bennes spécifiques sont mises en place Dans les déchetterie de Parigné et de Lassay pour recevoir ce flux. Il est ensuite valorisé dans différentes filières par Séché qui est titulaire d'un marché avec Ecomobilier (démantèlement des matelas, production de « Combustibles Solides de Récupération » à Changé, etc.). Le déploiement d'Ecomobilier se fera sur les autres sites (Le Ribay et Martigné) courant 2018.

 **Mise en place de la filière EcoDDS** : C'est l'éco-organisme en charge de traiter les déchets diffus spécifiques des ménages (déchets ménagers spéciaux dit dangereux). Cette REP est mise en place depuis mars 2014 sur 3 déchetteries de MC. Elle s'avère complexe à mettre en œuvre pour les gardiens car nécessite de faire des distinctions parfois complexes entre les DDS des ménages et ceux qui n'entrent pas dans le champ de la REP (pour diverses raisons : DDS des professionnels, seuils à respecter, natures des produits...). Cela entraîne la multiplication des bacs de stockage, ce qui pose des problèmes logistiques et un besoin supplémentaire d'espaces de stockage. Les déchetteries de Lassay et du Ribay ne disposent pas d'une surface de stockage suffisamment grande pour accueillir cette filière. Lors des travaux prévu en 2018 sur la déchetterie de Lassay, un espace de stockage suffisant permettra la mise place de la filière Eco-DDS.

C-3 : REEMPLOI : PARTENARIAT AVEC EMMAUS ET LE RELAIS

La **collectivité** s'est engagée dans le réemploi et la valorisation des DEEE et des encombrants en partenariat avec le **Département et Emmaüs**. pour l'enlèvement de la part réemployable des encombrants. Une convention 2014-2018 a été signée par l'ensemble des parties. Ainsi MC participe au financement (4619€ pour 2017) de l'emploi tremplin créé par Emmaüs pour la coordination de la filière et met à disposition des usagers des sites dédiés en déchetteries (ancien caisson maritime). **En 2017, 4 déchetteries sont équipées d'un caisson**. La collecte est effectuée une à 2 fois par mois. Les encombrants et D3E ainsi récupérés sont remis en état puis revendus : **28 tonnes captées**.

En 2017, la part récupérée annuellement progresse (0,8 kg/hab). Cependant, cette part reste moins élevée que la moyenne départementale 1,4 kg/hab. La présence de plusieurs associations sur la ville de Mayenne qui captent une partie du gisement peut expliquer en partie ce faible ratio sur MC.

En 2017, 27 communes du territoire disposent d'un point d'apport volontaire « Le Relais » pour la collecte des textiles, linges de maison et chaussures. Cette collecte est également en augmentation par rapport à 2016 : 149 tonnes collectés soit 7% d'augmentation.

A retenir :

- La multiplication des filières de traitements des déchets en déchetterie conjuguée à l'exigence de mise aux normes des déchetteries (rubrique 2710 des ICPE) implique le nécessaire questionnement sur l'organisation des déchetteries et points de collecte du territoire. Le schéma directeur des déchetteries a permis aux élus de fixer les grandes orientations pour les années à venir.
- La facturation des professionnels doit être étendue aux déchetteries de Lassay et du Ribay.
- Une performance sur le réemploi toujours trop faible mais les efforts de communication devraient améliorer les ratios.
- Il reste des marges de progrès sur la valorisation matières, notamment des inertes et des petits encombrants avec le CD53, etc.

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE



D) SCHEMA ORGANISATIONNEL, DECHETTERIES ET POINTS DE COLLECTE (et collectes spécifiques)

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

SLOW

| | GRAVATS/ INERTES 2818 T | ENCOMBRANTS 1920 T | BOIS 464 T | REP MEUBLES ECOMOBILIER 319 T | DECHETS VERTS 8887 T | CARTON 533 T | FERRAILLES 477 T | REP DEEE via OCAD3E— 289 T | DMS hors REP — 14 T | DDS via REP ECODDS 38 T | PAPIER 124 T | | | | | | |
|--|---|---------------------------------|-------------------------------------|---|---|--|---|---------------------------------------|---|---|-----------------|--|--|--|--|--|--|
| PRE COL- LECTE | 7 BENNES 10, 15 m3 | 12 BENNES 20, 30 m3 | 5 BENNES 20, 30 m3 | 2 BENNES 30 m3 | 13 BENNES 20, 30 m3 | 7 BENNES 20, 30 m3 + tournée benne vendredi | 8 BENNES 20 m3 | PAL-BOX 900-1000l | 5 LOC 16-20 m2 Bacs 900, 200, 60l | 5 LOC 16-20 m2 Bacs 900, 200, 60l | 3 BENNES | | | | | | |
| TRANSFERT/ TRANSPORT | REGIE | REGIE | PASSENAUD (avec EVA Martigné) | SECHE TRANSPORT | REGIE Via plateforme Production Compost NFU44-051 | SPHERE | PASSENAUD et BOUJU (pour les déchetterie de Lassay et Le Ribay) | ECOLOGIC (via Envie 53) RECYLUM | TRIADIS | TRIADIS Sur commande ECODDS | SPHERE | | | | | | |
| TRI | EMMAÜS 28 T + PETITS ENCOMBRANTS INCINERABLES 245 T | | | SECHE Pour CSR, valo- risation matière, etc. | | | | | | | | | | | | | |
| VAL. MATIERE, ENERGIE, REUTI- LISATION | | | | TRIADIS | | | | | | | | | | | | | |
| ELIMINATION | ENF. CET GUELAINTI N, SITA | ENF. CET GUE- LAINTI N, SITA | | | | | | | | | | | | | | | |

TOTAL COLLECTE = 16 156 t

TOTAL VALORISE = 11 418 t

TOTAL ELIMINE = 4 738 t

Autres flux en déchetterie :

N'apparaissent pas ici les REP piles et accumulateurs. Les huiles de vidange sont reprises par Chimirec. Les pneus et l'amiante ne sont pas pris en charge dans les déchetteries de MC. Les pneus sont directement repris par les garages qui bénéficient de la filière « Aliapur ». L'amiante peut être acheminé par les particuliers sur des sites adaptés (le plus proche étant à Changé).

E) ANALYSE DU TRI SELECTIF

Tableau 9 : nombre de conteneurs de tri en 2017 par commune

| Détail des équipements 2017 | Colonnes Mono flux | Colonnes Verre |
|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Alexain | 5 | 2 |
| Aron | 12 | 8 |
| Belgeard | 4 | 2 |
| Champion | 5 | 2 |
| Charchigné | 5 | 2 |
| Commer | 10 | 4 |
| Contest | 11 | 7 |
| Grazay | 4 | 3 |
| Hardanges | 1 | 3 |
| Jublains | 8 | 6 |
| La Bazoge-Montpincon | 8 | 5 |
| La Chapelle-au-Riboul | 2 | 5 |
| La Haie-Traversaine | 6 | 4 |
| Lassay-les-Châteaux | 15 | 32 |
| Le Horps | 3 | 7 |
| Le Housseau-Brétignolles | 2 | 3 |
| Le Ribay | 3 | 6 |
| Marcille-la-Ville | 9 | 5 |
| Martigne-sur-Mayenne | 20 | 13 |
| Mayenne | 98 | 44 |
| Montreuil-Poulay | 2 | 4 |
| Moulay | 8 | 6 |
| Parigné-sur-Braye | 17 | 6 |
| Placé | 4 | 4 |
| Rennes-en-Grenouilles | 1 | 2 |
| Sacé | 8 | 7 |
| Saint Georges-Buttavent | 11 | 5 |
| Saint Baudelle | 8 | 7 |
| Saint Faimbault-de-Prières | 16 | 8 |
| Saint Germain d'Auxure | 5 | 3 |
| Saint Julien-du-Terroux | 2 | 4 |
| Sainte Marie-du-Bois | 1 | 2 |
| Thuboeuf | 1 | 3 |
| TOTAL | 313 | 224 |

La collecte sélective des emballages recyclables se fait en apport volontaire par les usagers dans des conteneurs de tri (aériens ou semi-enterrés). Les usagers doivent déposer les flux :

- Le verre (bocaux et bouteilles)
- Les emballages légers (Boîtes métalliques, bouteilles et flacons en plastique, cartonnettes et briques alimentaires) et les papiers : cela correspond au « mono flux ».

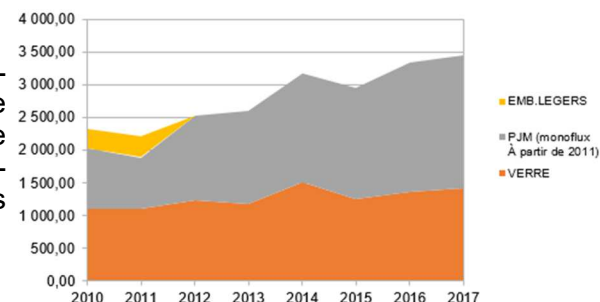
Le service déchets de Mayenne Communauté a en charge la mise à disposition de conteneurs pour la collecte sélective et la communication aux usagers. C'est la société SPHERE qui assure la collecte, le tri et le conditionnement des emballages recyclables jusqu'en mars 2019.

La densité de conteneurs de tri est bonne puisque les habitants de MC disposent :

- ⇒ D'un conteneur « verre » pour 166 habitants
- ⇒ D'un conteneur « mono flux » pour 123 habitants.

Cette moyenne est supérieure aux préconisations d'Eco-Emballages qui sont, à titre d'exemple d'un conteneur verre pour 250 habitants. Mais la redevance incitative influant à la hausse les tonnages d'emballages recyclables collectés, incite à tenir à disposition des usagers un réseau et une densification de conteneurs de proximité.

Après une légère diminution des tonnages collectés, la collecte du verre repart à la hausse. La collecte du mono flux ne cesse d'augmenter ce qui montre la cohérence du parc de conteneurs pour la collecte sélective. Cette collecte se diversifie avec la prise en compte des tonnages de papiers collectés par une association située à Lassay.



En 2015, la collectivité a répondu à l'appel d'offre sur l'extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques d'Eco-Emballages. Le dossier de réponse était commun avec son centre de tri. Malheureusement la proposition n'a pas été retenue.

La collectivité attend le lancement d'un nouvel appel d'offre, courant 2018 et proposera sa candidature. Si elle est retenue, la mise en place des nouvelles consignes de tri se fera parallèlement à la mise en place d'un nouveau marché pour la collecte et le tri des emballages ménagers recyclables.

A retenir :

- Densification du parc de conteneurs de tri sur le territoire de MC.
- Extension des consignes de tri des emballages plastiques reportés mais qui devrait être effective dans les 2 ou 3 prochaines années.

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

III- LE PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

En 2016, le Conseil départemental s'est engagé avec l'ADEME dans un contrat d'objectifs déchets et économie circulaire (CO). Mayenne Communauté a signé une convention avec l'ADEME pour une durée de 3 ans en tant que collectivité relais sur les thématiques du gaspillage alimentaire et des biodéchets. Afin de remplir les objectifs fixés par l'ADEME, Mayenne Communauté s'est engagée sur un programme d'actions autour de ces thématiques. Afin de mettre en œuvre ce programme, une animatrice prévention déchets a été recrutée. Cette convention permet à la collectivité de bénéficier de soutiens financiers de l'ADEME (sur présentation de rapports d'activités et de justificatifs de dépenses) :

- 24 000 € / an pendant 3 ans de soutien pour le poste d'animatrice
- 20 000 € / an pendant 3 ans de soutien à la communication et formation
- 15 000 € de soutien pour l'installation au poste de l'animatrice la première année (cette aide a permis l'achat d'un véhicule pour le service déchets).

En 2016, des projets et des actions ont déjà été organisés par l'animatrice prévention déchets : certaines actions ont été réalisées et seront renouvelées et reproduites; d'autres projets ayant vu le jour vont être développés lors de la seconde année du programme. Nous vous présentons ainsi les actions menées lors de la première année du programme ainsi que les actions réalisées sur d'autres thématiques de prévention (compostage individuel, réemploi...).



La dynamique autour du compostage collectifs se poursuit en 2017. 2 nouveaux sites de composteurs en bois ont été installés. Le premier à proximité du restaurant municipal de la ville de Mayenne à la demande des agents et des riverains de la résidence. Le second a été installé dans le centre ville de Lassay-les-Châteaux suite à la demande des habitants du centre ville qui n'avaient pas la place où installer un composteur individuel chez eux. En partenariat avec le CPIE Mayenne Bas-Maine, un projet est mené sur le composteur collectif du quartier de Grinhard et de Bretagne afin de redynamiser leurs utilisations.

La dotation gratuite de composteurs individuels a été renouvelée. Ainsi **500 composteurs individuels ont été distribués en 2017**. Ils sont donnés (avec une charte d'engagement) lors d'une journée spéciale organisée à la plateforme de Parigné (matin) et à la déchetterie de Lassay (après-midi). Lors de l'après-midi, le service déchets informe chaque usager sur les bonnes pratiques du compostage-paillage et du jardinage au naturel.



Dans la volonté de promouvoir les bornes « le Relais » du territoire mais aussi sensibiliser les jeunes et les habitants, le service déchets a organisé un concours de collecte de textiles à destination des associations de jeunes de Mayenne Communauté.

Le but du concours ? Collecter le plus de textiles possible, tout en rappelant les consignes de tri aux habitants. L'association de jeunes de St Fraimbault de Prières et de St Germain d'Anxure ont participé à ce concours. Elles ont collecté, en tout, 2 tonnes de textiles. Chaque association a été récompensée d'un chèque afin de financer leurs projets.

III- LE PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION—Suite

Comme chaque année, le service déchets propose à toutes les écoles du territoire de bénéficier d'animation gratuite sur les thématiques du tri sélectif, du compostage et de la lutte contre le gaspillage alimentaire. 14 écoles (Mayenne, La Haie-Traversaine, Charchigné, Le Ribay, Alexain, Montreuil-Poulay, Lassay-les-Châteaux, Moulay, Martigné, La Chapelle-au-Riboul, Le Horps, Jublains) ont ainsi pu bénéficier de 40 animations réalisées par 3 associations : Synergies pour les classes de cycle 1, Bobo Planète pour les classes de cycle 2, CPIE Mayenne-Bas Maine pour les classes de cycle 3. Un groupement de commande est effectué en partenariat avec les CC du Bocage Mayennais et de l'Ernée. Le coût est de 10 323,85€.

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE



En 2017, l'animatrice prévention déchets a effectué des pesées dans quelques restaurants scolaires afin de sensibiliser les enfants, les agents et le personnel enseignant à la lutte contre le gaspillage alimentaire. 5 opérations de pesées ont été organisées: au lycée Rochefeuille ainsi que dans les restaurants scolaires des communes d'Aron, Grazay, Saint Germain d'Anxure et de l'école du quartier de l'Angellerie à Mayenne. Chaque opération se déroule généralement sur 4 semaines. Les pesées s'accompagnent également, pour les écoles qui le souhaitent, d'une intervention en classe sur 1/2 journée. Les pesées permettent de réaliser un état des lieux sur le fonctionnement des restaurants scolaires et de sensibiliser les enfants, les agents et élus à la lutte contre le gaspillage alimentaire. A partir de cet état des lieux et du diagnostic réalisé, l'animatrice peut proposer un accompagnement pour la mise en place d'actions permettant de réduire le gaspillage alimentaire.

En partenariat avec le Conseil Départemental, une formation sur la préparation des restes de cuisine destinée aux travailleurs sociaux a été organisée en juin 2017. Pour cette première formation, 1 travailleuse sociale a participé ainsi que l'animatrice prévention.

Une action sur l'utilisation des gourmets bag dans les restaurants d'entreprise avait été envisagée, mais n'a pas été menée suite au désistement d'un de nos partenaires.

Afin de fédérer un maximum d'utilisateurs autour de la lutte contre le gaspillage alimentaire, d'autres projets et actions ont été organisés:

- Sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire au cours d'un repas insolent avec le centre social des Possibles et Synergies;
- Animation d'un stand sur la lutte contre le gaspillage alimentaire lors de la foire de la Madeleine
- Actualisation des informations « prévention déchets » sur le site internet de Mayenne Communauté
- Distribution d'un guide des déchets lors de l'envoi des factures
- Acquisition de différents outils de communication (gobelets-doseur, plaquette et mallette de jeux sur le gaspillage alimentaire, jeu de l'oie sur les déchets)
- Participation à de nombreuses réunions sur le gaspillage alimentaire et le compostage
- Suivi d'une formation de 5 jours pour devenir « maître composteur »



A retenir :

- 2017 marque la continuité du programme d'actions engagé auprès de l'ADEME sur le gaspillage alimentaire et le compostage collectif.
- Les actions réalisées sur notre territoire ont pour vocation d'essaimer dans les autres collectivités du département.
- De même, nous devons reproduire les bonnes pratiques développées sur le département traitant des autres thématiques de la prévention : réemploi, écologie industrielle et territoriale, économie circulaire...

IV- ANALYSE FINANCIERE

L'analyse financière présentée dans le rapport annuel s'appuie sur la méthode « **compta-coûts** » initiée par l'ADEME. Le principe est de s'appuyer sur un outil de gestion standard (cadre d'expression et méthode de calcul) adapté à toutes les collectivités, afin que les coûts exprimés soient comparables entre collectivités.

ComptaCoût® est une méthode (et non un outil informatique), basée sur les principes de la comptabilité analytique, qui permet d'extraire de la comptabilité publique les charges et les produits relatifs aux déchets. Un certain nombre d'opérations de retraitement est toutefois effectué pour approcher au mieux le coût de gestion du service déchets et avoir un mode de calcul homogène entre collectivités : il s'agit par exemple de l'intégration de charges supplétives ou d'amortissements extra-comptables, ou encore de recettes non prises en compte car ne correspondant pas à l'année concernée. Au final, le coût est donc, le plus souvent, différent du résultat du compte administratif. Par rapport à la comptabilité générale, dont elle emprunte les données de départ, la comptabilité analytique se distingue techniquement par le fait qu'en plus de l'enregistrement des charges et des produits par nature, les charges et les produits sont ventilés par destination ou fonction. Il ne s'agit plus de savoir exclusivement la nature de telle charge, mais de déterminer à quoi elle est attribuée (un flux de déchets, une étape technique de collecte ou de traitement...). Ainsi, **les dépenses d'investissement, le matériel, les personnels... sont affectés aux postes ET aux flux pour lesquels ils sont réellement utilisés.** (exemple : les frais de nettoyage des vêtements des ripeurs sont affectés à la collecte des OM).

Remarque importante :

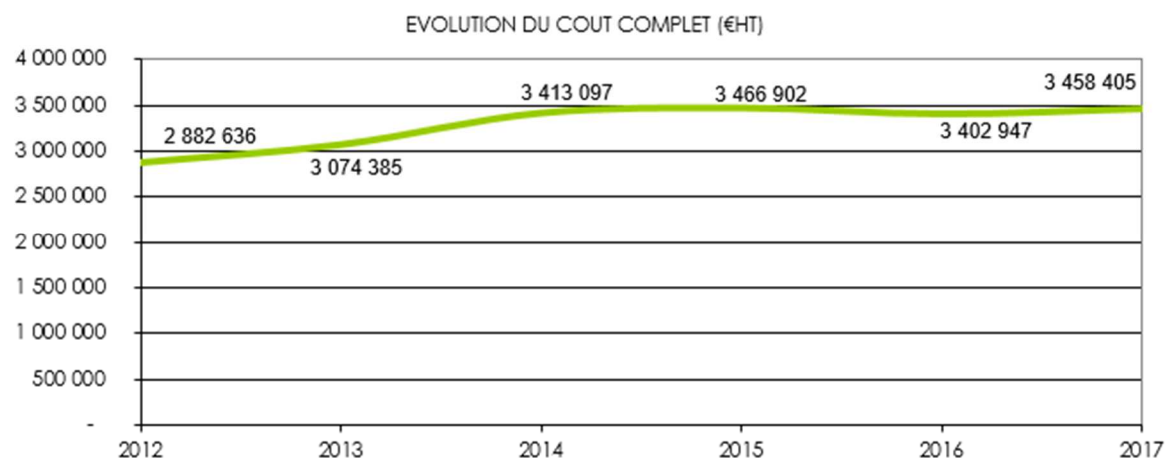
les investissements liés à la mise en place de la RI se retrouvent essentiellement en amortissement dans le flux « précollecte » (achat de bacs, de puces, de conteneurs semi-enterrés, etc.). Or les investissements ont été effectués en plusieurs étapes : une première partie en 2012, 2013 et 2014 puis une seconde partie en 2016/2017. Ces amortissements (sur 7 ans) étant pris en compte dans Comptacoût l'année suivant l'investissement, **les dépenses liées à la mise en place de la RI et à la conteneurisation sont véritablement répercutées à partir de 2013 (pour partie) et complètement à partir de 2014, puis sur 2017.**

A) COÛTS COMPLETS = TOTAL DES CHARGES

A-1 : EVOLUTION DEPUIS 2012, ENSEMBLE DU SERVICE EN €HT

Tableau 10 : EVOLUTION 2012/2017 DES CHARGES DU SERVICE (€HT)

NB : Le coût complet présenté dans cette partie permet d'analyser la performance technique de la collectivité par rapport aux charges qu'elle supporte. Il conviendra de compléter ce propos (voir point IV-B-5) avec les recettes associées à chaque flux pour calculer le « **coût aidé** » qui est celui réellement « à financer » par la collectivité, c'est à dire une fois les recettes (produits industriels, soutiens) déduites.



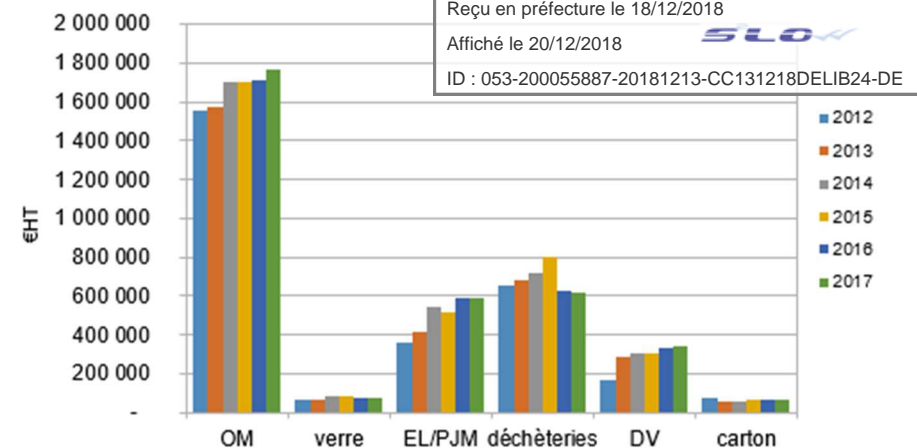
Après une diminution des charges liée à la fusion entre l'ex CCHL et l'ex CCPM et à la mutualisation de certaines charges de structures et au niveau des déchetteries, les charges du services augmentent en 2017.

Cette augmentation provient principalement des investissements effectués en vue de l'extension de la RI sur l'ex CCHL.

A-2 : EVOLUTION DES CHARGES PAR FLUX

Tableau 11 : EVOLUTION 2012/2017 DES CHARGES PAR FLUX

| FLUX | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| OM | 1 554 371 | 1 572 354 | 1 704 403 | 1 699 158 | 1 706 839 | 1 761 645 |
| verre | 63 736 | 71 099 | 87 223 | 84 361 | 77 836 | 80 856 |
| EL/PJM | 358 294 | 415 333 | 541 623 | 518 206 | 591 404 | 586 818 |
| déchèteries | 657 686 | 678 129 | 715 843 | 800 339 | 622 776 | 617 192 |
| DV | 168 046 | 283 555 | 308 221 | 301 430 | 334 412 | 340 238 |
| carton | 80 503 | 53 916 | 55 784 | 63 408 | 69 680 | 71 656 |
| total dépenses HT | 2 882 636 | 3 074 385 | 3 413 097 | 3 466 902 | 3 402 947 | 3 458 405 |



Les charges liées à la collecte des OMR représentent 50% du montant total et ont augmenté de 3% suite aux investissements effectués pour la mise en place des CSE dans les communes de l'ex CCHL.

Les charges liées aux déchetteries et déchets verts évoluent légèrement malgré une augmentation des tonnages collectés.

A-3 : EVOLUTION DES CHARGES PAR POSTE

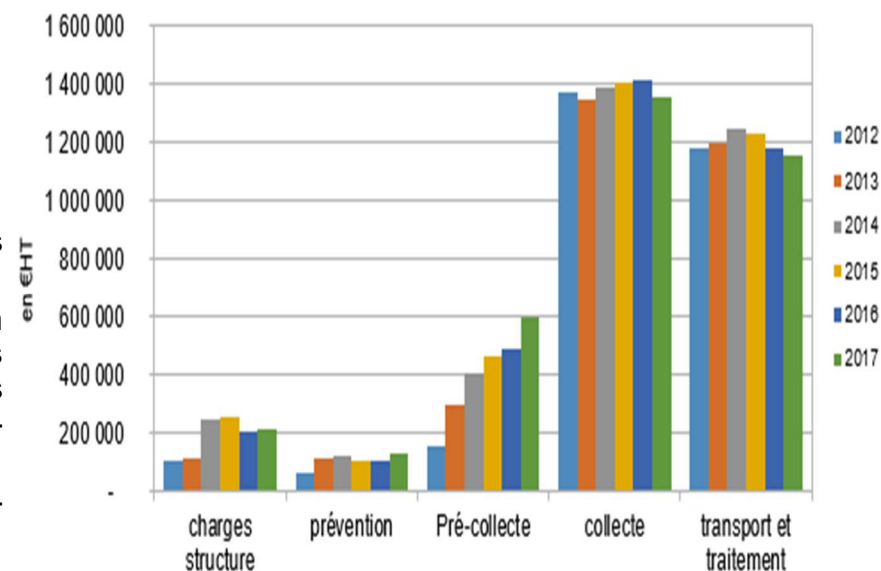
Tableau 12 : EVOLUTION 2012/2017 DES CHARGES PAR POSTE

| POSTE | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| charges structure | 108 098 | 113 101 | 248 517 | 260 244 | 208 683 | 217 536 |
| prévention | 67 294 | 117 778 | 123 605 | 104 281 | 106 275 | 132 923 |
| Pré-collecte | 155 021 | 301 489 | 407 560 | 463 027 | 488 930 | 597 978 |
| collecte | 1 371 318 | 1 345 032 | 1 387 305 | 1 404 925 | 1 415 093 | 1 354 161 |
| transport et traiter | 1 180 905 | 1 196 985 | 1 246 107 | 1 234 425 | 1 183 967 | 1 155 807 |
| total dépenses HT | 2 882 636 | 3 074 385 | 3 413 097 | 3 466 902 | 3 402 947 | 3 458 405 |

Les postes liés à la collecte et au transport/traitement représentent les principales dépenses du service.

Les charges de transport et traitement poursuivent leur diminution suite à la mise en place de la collecte des OMR en CSE sur le territoire de l'ex CCHL. En parallèle, les charges de pré-collecte subissent la principale augmentation (22%). En effet, les investissements liés à la mise en place de CSE sont inclus dans ce poste de dépenses.

Les charges de prévention augmentent légèrement avec le développement des actions du programme de prévention.



A-4 : COUTS COMPLETS (EN €HT/HABITANT)

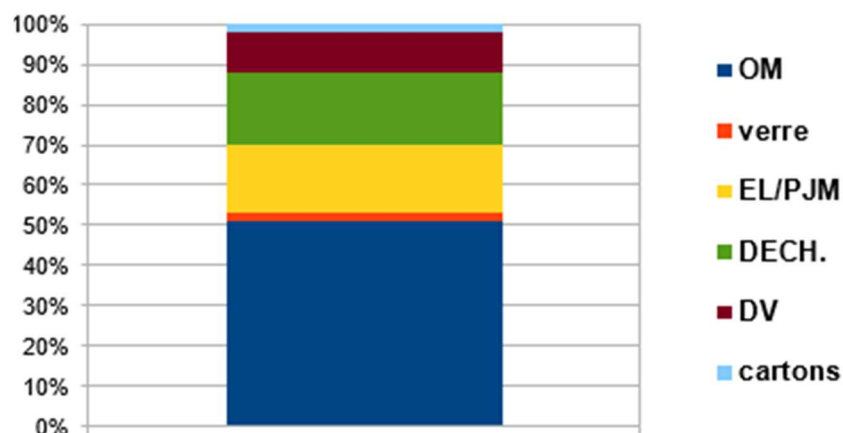
Tableau 13 : DETAIL DU COUT COMPLET 2017 (€HT/hab.)

| | OM | verre | EL/PJM | DECH. | DV | cartons | total | Moyenne nationale |
|---------------------------------|--------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------------|
| charges structure | 3,70 | 0,07 | 0,15 | 1,29 | 0,51 | 0,16 | 5,87 | 9 |
| prévention | 1,26 | 0,11 | 0,36 | 0,72 | 1,08 | 0,07 | 3,59 | 1 |
| Pré-collecte | 13,94 | 0,67 | 0,93 | - | 0,60 | - | 16,15 | 48 |
| collecte | 18,14 | 1,33 | 6,78 | 5,96 | 3,42 | 0,94 | 36,57 | |
| Transport/traitement | 10,54 | - | 7,62 | 8,71 | 3,58 | 0,77 | 31,21 | 50 |
| TOTAL | 47,58 | 2,18 | 15,85 | 16,67 | 9,19 | 1,94 | 93,40 | 108 |
| Moyenne nationale (2014) | 59 | 3 | 21 | 22 | | | | |

Envoyé en préfecture le 18/12/2018
 Reçu en préfecture le 18/12/2018
 Affiché le 20/12/2018
 ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

| RAPPEL : COUTS COMPLETS (€HT/habitant) 2012 | | | | | | | |
|---|--------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|
| | OM | verre | EL/PJM | déchèteries | DV* | cartons | TOTAL |
| charges structure | 1,57 | 0,03 | 0,05 | 0,45 | 0,07 | 0,10 | 2,27 |
| prévention | 1,14 | 0,16 | 0,18 | 0,36 | 0,26 | 0,04 | 2,15 |
| Pré-collecte | 3,01 | 0,65 | 1,31 | - | - | - | 4,97 |
| collecte | 23,28 | 0,93 | 3,77 | 7,68 | 1,52 | 1,48 | 38,66 |
| transport | - | - | - | 2,21 | - | 1,15 | 3,36 |
| traitement | 16,69 | - | 5,25 | 7,12 | 3,46 | - | 32,52 |
| total | 45,69 | 1,78 | 10,56 | 17,83 | 5,31 | 2,78 | 83,93 |

Répartition des Charges du service



Ces chiffres en €HT/hab donnent une idée du coût (hors recettes) du service par poste pour les usagers. Ils doivent également être complétés d'une analyse du coût à la tonne (voir page suivante) pour pouvoir compléter l'analyse.

Au total, en 2017, les charges du service représentent un coût complet de 93.4 €HT/hab, soit une augmentation de 2% par rapport à 2016. Ce coût est performant vis-à-vis de la moyenne nationale (source sinoë).

Il convient de souligner les bonnes performances sur la partie transport/traitement : la mutualisation départementale du traitement des ordures ménagères avec CVED performant permettent ces bons résultats ainsi qu'une gestion performante sur le tri des déchets.

Il y a un maintien des coûts du service sur la part OM avec cependant une modification des affectations des charges. La collecte et le transport/traitement poursuivent leur diminution grâce au passage aux conteneurs semi-enterrés d'apport volontaire et à un effet RI (baisse de 20% des tonnages). En revanche, l'amortissement des investissements pour l'implantation de ces conteneurs est incluse dans la part « pré-collecte », ce qui fait que les coûts restent au total les mêmes. C'est donc dans le temps que ce passage à l'apport volontaire permettra de maîtriser les coûts du service.

La hausse la plus importante est celle des coûts liés à la collecte du monoflux (EL/PJM) : les coûts de collecte et de traitement ont augmenté du fait de la hausse des tonnages collectés depuis 2012 et de la dégradation de la qualité des matériaux collectés (refus de tri). Le constat est le même sur la gestion des déchets verts qui a presque doublé.

A retenir :

- Les OM représentent la moitié des charges du service... Sans aucune recette associée (contrairement au tri sélectif)
- Les charges sur les OM sont stables et restent inférieures à la moyenne nationale, notamment grâce à une mutualisation départementale du traitement des OM.
- La répartition des charges OM évolue de par un investissement conséquent sur les CSE et la RI mais des coûts de collecte en baisse (optimisation des tournées et baisse des tonnages à traiter).
- Les coûts en déchetteries et surtout sur les déchets verts augmentent de manière conséquente. C'est lié en partie à l'évolution des flux suite à la mise en place de la RI, avec une explosion des tonnages.

A-5 : COUTS COMPLETS en €HT/TONNE

Tableau 14 : DETAIL DU COUT COMPLET 2017 (€HT/tonne)

| | OM | verre | EL/PJM | DECH. | DV | cartons | total | Moyenne nationale |
|---------------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|---------------|-------------------|
| charges structure | 27,23 | 1,89 | 2,75 | 6,99 | 2,13 | 27,08 | 8,91 | nc |
| prévention | 9,25 | 2,80 | 6,53 | 3,90 | 4,49 | 12,47 | 5,45 | nc |
| Pré-collecte | 102,66 | 17,54 | 16,94 | - | 2,51 | - | 24,51 | nc |
| collecte | 133,59 | 34,60 | 123,41 | 32,37 | 14,23 | 163,52 | 55,49 | |
| Transport/traitement | 77,57 | - | 138,69 | 47,30 | 14,93 | 133,15 | 47,36 | nc |
| TOTAL | 350,30 | 56,83 | 288,31 | 90,56 | 38,28 | 336,22 | 141,73 | nc |
| Moyenne nationale (2014) | 242 | 87 | 442 | 128 | | | 212 | |

Cette analyse du coût en €/tonne permet d'évaluer le coût de gestion par flux plus finement et il est complémentaire de l'analyse en €/habitant. Dans l'ensemble MC est bien positionnée par rapport à la moyenne nationale sur le coût de gestion du verre, du monoflux et des apports en déchetterie. Ces flux augmentant, il convient de maintenir ce cap.

Cependant, on constate ici que le ratio OM €/tonne a nettement plus élevé que la moyenne nationale 2014. Hors, on a vu auparavant que le coût par habitant du flux OM reste performant. Comment interpréter ce résultat alors qu'on a vu que les coûts de collecte et de traitement étaient performants à l'habitant ? C'est que le nombre d'habitants n'évolue pas... En revanche les tonnages baissent ! Il y a moins de tonnes à gérer mais les coûts pour les OM sont maintenus (amortissements de la RI, moyens matériels et humains mobilisés sur les tournées quelle que soit la quantité collectée...). Il est donc normal de voir cet indicateur augmenter. Des pistes de travail vont porter leurs fruits : mise en palce de la RI et diminution des tonnages collectés, réaménagements des tournées de collecte... Il conviendra de réfléchir dans le futur à d'autres pistes (fréquences de vidage, passage à une collecte en tout CSE, etc).

B. RECETTES

A l'issue de la fusion, le financement du service déchets est resté distinct pour les 20 communes de l'ex Communauté de (CCPM) de celui pour les 13 communes de la Communauté de Communes du Horps-Lassay (CCHL). Bien que tous les deux s'appuient sur le principe d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), celle instituée sur l'ex CCPM est incitative (à la différence de celle de l'ex CCHL) puisqu'elle intègre dans sa grille tarifaire une composante qui est fonction du volume d'ordures ménagères produites.

L'article L2333-76 du CGCT autorise le maintien du régime applicable en matière de REOM sur le territoire de la CCPM et de la CCHL au cours des 5 ans qui suivent la fusion. Il a pour autant été convenu par délibération du 14 janvier 2016 de viser à une harmonisation des tarifs dès le 1er janvier 2018 pour aller vers une redevance incitative sur Mayenne Communauté et répondre ainsi aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Energétique. 2016 et 2017 sont donc des années nécessaires à cette harmonisation des pratiques. Aussi en 2016 les grilles en vigueur avant la fusion sont reconduites (avec des ajustements pour une meilleure prise en compte du prorata sur ex CCHL)..

B-1 : LA GRILLE TARIFAIRE RI 2017 (20 COMMUNES EX CCPM)

La grille tarifaire n'a pas évolué depuis 2015.

Grille tarifaire pour les foyers en bacs individuels

La grille tarifaire 2017

| Composition du Foyer | Volume du Bac | Accès au service = Abonnement annuel (hors levées) | Prix d'une levée | Nombre de levées minimum facturées dans l'année | Prix des levées minimum |
|----------------------|---------------|--|------------------|---|-------------------------|
| 1 à 3 personnes | 120 L | 102,22 € | 2,28 € | 9 | 20,52 € |
| 4 à 5 personnes | 240 L | 121,01 € | 4,56 € | 9 | 41,04 € |
| 6 personnes et plus | 340 L | 146,62 € | 6,46 € | 9 | 58,14 € |
| Professionnels | 660 L | 214,94 € | 12,54 € | 9 | 112,86 |
| | 750 L | 242,89 € | 14,28 € | 9 | 128,52 € |

Exemples pour une année complète d'utilisation

| Composition du Foyer | Volume du Bac | Simulation 1 | Simulation 2 | Simulation 3 |
|----------------------|---------------|--|--|---|
| | | Abonnement + 9 levées par an (forfait minimum) | Abonnement + 12 levées par an (9 levées minimum + 3 supplémentaires) | Abonnement + 24 levées par an (9 levées minimum + 15 supplémentaires) |
| 1 à 3 personnes | 120 L | 122,74 € | 129,58 € | 156,94 € |
| 4 à 5 personnes | 240 L | 162,05 € | 175,73 € | 230,45 € |
| 6 personnes et plus | 340 L | 204,76 € | 224,14 € | 301,66 € |
| Professionnels | 660 L | 327,80 € | 365,42 € | 515,90 € |
| | 750 L | 371,41 € | 414,25 € | 585,61 € |

Facture 2017 =

Abonnement pour l'année 2017
+
Part variable 2016
(Forfait minimum + levées ou dépôts supplémentaires réalisés en 2016)

Un forfait minimum

Mis en place en 2015, le forfait minimum est une des composantes de la part variable. Il est dû qu'il soit réalisé ou non, ce qui permet de lutter contre les dérives (tasement des poubelles, dépôts sauvages, export, etc.), tout en préservant l'aspect incitatif.

Grille tarifaire pour les foyer en conteneurs semi-enterrés

La grille tarifaire 2017

| Type d'habitat | Volume du Tambour | Accès au service = Abonnement annuel (hors dépôts) | Prix d'une levée | Nombre de dépôts minimum facturés dans l'année | Prix des dépôts minimum |
|----------------------------------|-------------------|--|------------------|--|---|
| Habitat grand collectif exclusif | 30 L | 52,69 € | 0,57 € | 36 | 20,52 € |
| Autre type d'habitat | 60 L | 78,31 € | 1,14 € | 18 6 pour les résidences secondaires | 20,52 € (6,84 € pour les résidences secondaires) |

Exemples pour une année complète d'utilisation

| Type d'habitat | Volume du Tambour | Simulation 1 | Simulation 2 | Simulation 3 |
|----------------------------------|-------------------|--|--|--|
| | | Abonnement + 36 dépôts par an (= forfait minimum) | Abonnement + 48 dépôts par an (36 dépôts minimum + 12 supplémentaires) | Abonnement + 96 dépôts par an (36 dépôts minimum + 60 supplémentaires) |
| Habitat grand collectif exclusif | 30 L | 73,21 € | 80,05 € | 107,41 € |
| Autre type d'habitat | 60 L | Abonnement + 18 dépôts par an (forfait minimum) | Abonnement + 24 dépôts par an (18 dépôts minimum + 6 supplémentaires) | Abonnement + 48 dépôts par an (18 dépôts minimum + 30 supplémentaires) |
| | | 98,83 € (85,15 € pour les résidences secondaires avec 6 dépôts) | 105,67 € | 133,03 € |

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

B. RECETTES

B-2 : LA GRILLE TARIFAIRE REOM 2017 (POUR 13 COMMUNES DE L'EX CCHL)

Envoyé en préfecture le 18/12/2018

Reçu en préfecture le 18/12/2018

Affiché le 20/12/2018

 SLO

ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

| Année | | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|----------|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Bourg | 1 pers | 89,82 | 91,10 | 92,01 | 95,27 | 95,94 | 95,94 |
| | 2 pers | 125,76 | 127,54 | 128,80 | 133,39 | 134,32 | 134,31 |
| | 3 pers | 152,70 | 154,87 | 156,43 | 161,97 | 163,10 | 163,11 |
| | 4 pers et + | 179,64 | 182,19 | 184,02 | 190,55 | 191,88 | 191,88 |
| | Résidence secondaire | 89,82 | 91,10 | 92,01 | 95,27 | 95,94 | 95,94 |
| Campagne | 1 pers | 78,94 | 80,06 | 80,86 | 83,73 | 84,32 | 84,31 |
| | 2 pers | 110,52 | 112,09 | 113,20 | 117,23 | 118,05 | 118,04 |
| | 3 pers | 134,41 | 136,32 | 137,70 | 142,56 | 143,56 | 143,57 |
| | 4 pers et + | 157,88 | 160,13 | 161,73 | 167,47 | 168,65 | 168,64 |
| | Exp agricole | 78,94 | 80,06 | 80,86 | 83,73 | 84,32 | 84,31 |
| | Résidence secondaire | 78,94 | 80,06 | 80,86 | 83,73 | 84,32 | 84,31 |

La redevance est appliquée pour services rendus qui correspondent à :

- la collecte et traitement des ordures ménagères,
- la collecte et traitement des emballages recyclables,
- le fonctionnement des déchèteries.

Elle est calculée, pour les habitants de l'ex CCHL, en fonction de son lieu d'habitation (campagne ou bourg) et du nombre de personnes qui composent le foyer.

Les tarifs appliqués n'ont pas évolué entre 2016 et 2017.

En 2017, tous les habitants des bourgs des communes de l'ex CCHL (sauf une partie des habitants de Lassay) sont passés à d'une collecte de leurs OMR en porte-à-porte à une collecte en CSE. Ils ont donc bénéficié d'une facture de votre Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM comme les années passées) modifiée : le tarif « campagne » a été appliqué pour tous les usagers en CSE.

Au 1er janvier 2018, la REOM sera abrogée au bénéfice de la RI.

B-3 : ANALYSE GLOBALE DES RECETTES DU SERVICE (MONTANT HT HORS RÉCUPÉRATION FCTVA)

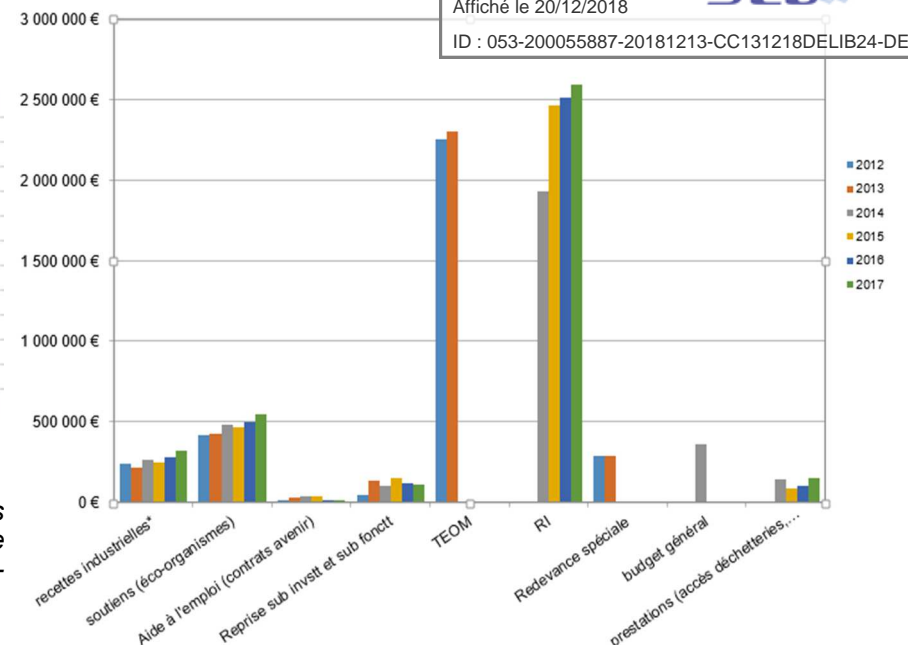
Tableau 15 : DETAIL ET EVOLUTION 2012/2017 DES RECETTES

| | POSTE | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---------------|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| produits | recettes industrielles* | 242 080 € | 219 816 € | 264 839 € | 247 083 € | 276 734 € | 320 552 € |
| | soutiens (éco-organismes) | 414 919 € | 422 815 € | 479 436 € | 469 542 € | 499 613 € | 545 022 € |
| | Aide à l'emploi (contrats avenir) | 12 787 € | 33 333 € | 36 685 € | 36 875 € | 13 566 € | 12 017 € |
| | Reprise sub invst et sub fonct | 46 475 € | 139 421 € | 106 188 € | 149 365 € | 120 420 € | 114 437 € |
| | Sous-total Produits | 716 262 € | 815 385 € | 887 148 € | 902 865 € | 910 333 € | 992 028 € |
| contributions | TEOM | 2 254 254 € | 2 308 046 € | - | - | - | - |
| | RI | - | - | 1 932 693 € | 2 469 735 € | 2 512 538 € | 2 597 247 € |
| | Redevance spéciale | 291 786 € | 289 810 € | - | - | - | - |
| | budget général | - | - | 362 000 € | - | - | - |
| | prestations (accès déchetteries, etc.) | - | - | 139 808 € | 87 571 € | 99 718 € | 152 410 € |
| | Sous-total contributions | 2 546 040 € | 2 597 856 € | 2 434 501 € | 2 557 306 € | 2 612 256 € | 2 749 657 € |
| | total | 3 262 301 € | 3 413 241 € | 3 321 648 € | 3 460 171 € | 3 522 589 € | 3 741 685 € |

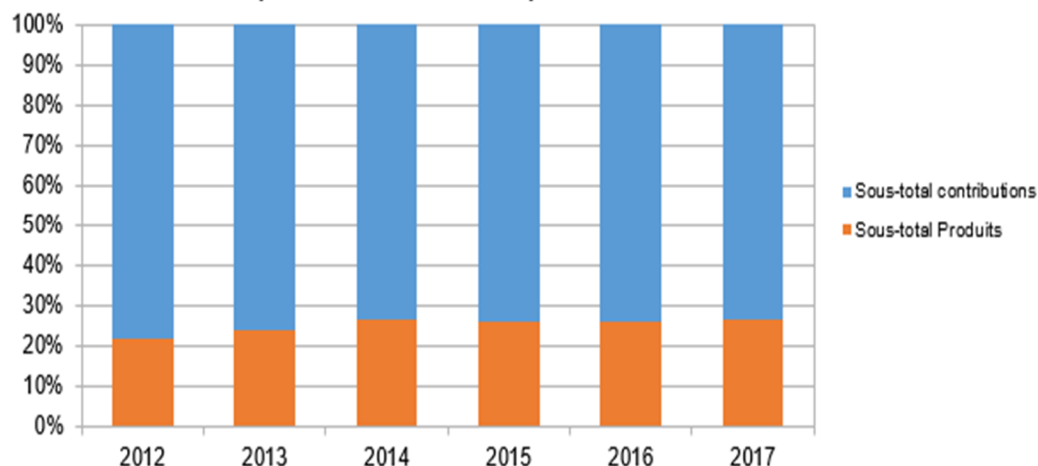
NB : Comme pour les dépenses, les montants présentés ici sont en CHT et ne tiennent donc pas compte des mécanismes liés à la TVA (récupération du FCTVA sur les investissements, etc.) afin de permettre une comparaison plus efficace entre collectivités. Comptacoût intègre par ailleurs des éléments extracomptables (frais de structure, etc.).

La principale source de recettes est la facturation aux usagers (69%).

Les soutiens des éco-organismes et les subventions représentent une part en augmentation des recettes (27%). Avec la fusion et la réorganisation du service, des procédures de suivi des conventions avec les éco-organismes ont été mises en place afin de bénéficier d'un maximum de leurs soutiens (même chose pour les subventions). De plus, un nouveau marché a été réalisé début 2017 pour la reprise des matériaux ce qui a permis d'améliorer les recettes industrielles.



Evolution de la part des contributions et produits dans les recettes



Les recettes industrielles et les soutiens des éco-organismes prennent une place de plus en plus importante dans l'ensemble des recettes. C'est lié à 3 paramètres principaux :

- le premier est le barème de soutien (barème E) qui lie la collectivité à Eco-Emballages. Depuis sa révision en 2011, les soutiens ont augmenté de manière importante, faisant passer la part des produits de 13% à plus de 20% dès 2012.
- Le second est lié à l'augmentation des performances de tri sélectif et de valorisation en déchetteries de la collectivité. C'est un effet lié à la RI et associé aux négociations de reprise de matériaux et à la mise en place de REP en déchetterie.
- Le troisième est la démarche du service déchets pour trouver des cofinancements dans la réalisation de ses projets (Région via les contrats régionaux, ADEME, etc.)

Ces éléments permettent d'atteindre une couverture des recettes (en augmentation continu) par les produits de 27% et de maîtriser l'évolution du coût de service à l'utilisateur depuis 2010.

B-4 : DETAIL DES SOUTIENS ET RECETTES INDUSTRIELLES

Tableau 16 : DETAIL DES RECETTES INDUSTRIELLES ET SOUTIENS (hors OM)

| | 2013 | | 2014 | | 2015 | | 2016 | | 2017 | |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | recettes | soutiens | recettes | soutiens | recettes | soutiens | recettes | soutiens | recettes | soutiens |
| verre | 24 312 € | 8 028 € | 21 149 € | 10 428 € | 31 550 € | 11 456 € | 33 311 € | 12 362 € | 33 267 € | 12 427 € |
| Sous-total | 32 340 € | | 31 577 € | | 43 006 € | | 45 673 € | | 45 693 € | |
| emballages, papiers | 105 607 € | 234 584 € | 143 188 € | 278 601 € | 125 046 € | 285 683 € | 141 089 € | 300 748 € | 142 379 € | 287 429 € |
| Sous-total | 340 191 € | | 421 789 € | | 410 728 € | | 441 838 € | | 429 808 € | |
| déchetteries | 65 791 € | 68 658 € | 79 555 € | 71 797 € | 61 937 € | 66 040 € | 72 164 € | 73 382 € | 100 043 € | 123 796 € |
| Sous-total* | 134 450 € | | 151 352 € | | 127 977 € | | 145 546 € | | 223 839 € | |
| cartons | 23 968 € | 58 716 € | 22 328 € | 63 641 € | 22 375 € | 58 777 € | 28 080 € | 88 622 € | 37 072 € | 97 263 € |
| Sous-total | 82 684 € | | 85 969 € | | 81 152 € | | 116 702 € | | 134 335 € | |
| Sous-total des flux | 219 678 € | 369 987 € | 266 220 € | 424 467 € | 240 908 € | 421 956 € | 274 644 € | 475 114 € | 312 761 € | 520 915 € |
| TOTAL | 589 665 € | | 690 687 € | | 662 864 € | | 749 758 € | | 833 676 € | |

* : hors accès professionnels et subventions

Le tableau ci-joint détaille les recettes matériaux et les soutiens associés. Les recettes et soutiens en déchetteries ont fortement augmenté grâce à l'augmentation des tonnages des déchets valorisables en déchetterie et/ou soutenus par une REP (ferrailles, carton, mobiliers usagers...). Les recettes issues de l'accès des déchetteries aux professionnels n'apparaissent pas ici.

B-5 : LES COUTS EVITES DU RECYCLAGE

Tableau 17 : BILAN ECONOMIQUE DES PRINCIPALES FILIERES DE RECYCLAGE DEVELOPPEES

| | verre | monoflux | déchets verts | cartons | TOTAL |
|---|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|
| rappel tonnages | 1 423 | 2 035 | 8 887 | 213 | 12 558 |
| total des charges €HT | 80 856 | 586 818 | 340 238 | 71 656 | 1 079 568 |
| ventes mat. | 33 267 | 142 379 | - | 37 072 | 212 718 |
| soutiens | 12 427 | 287 429 | - | 97 263 | 397 118 |
| total des produits | 45 693 | 429 808 | - | 134 335 | 609 836 |
| coût si le flux était collecté et traité comme les OM (242€/tonne en France) | 344 286 | 492 557 | 2 150 654 | 51 575 | 3 039 072 |
| GAIN €HT | 309 123 | 335 547 | 1 810 416 | 114 254 | 2 569 341 |

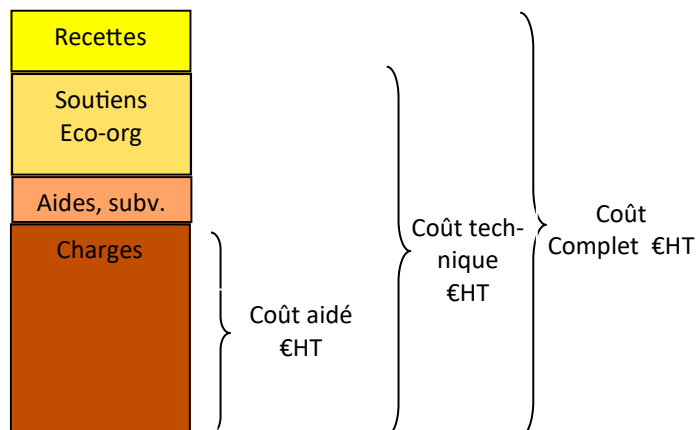
Ce tableau n'est qu'une « vue de l'esprit ». En effet, si tous les déchets étaient mis dans les ordures ménagères résiduelles, sans doute les coûts à la tonne seraient moins élevés (et les déchets verts auraient certainement des coûts de traitement plus faibles).

Pour autant, il met en évidence **l'intérêt économique des filières de valorisation du recyclage, en plus de l'intérêt environnemental évident**. On s'aperçoit que le compostage des déchets verts, même s'il ne bénéficie d'aucun soutien, est une réponse pertinente pour éviter des coûts de gestion exorbitants. Il est intéressant de noter que la filière du verre, même peu soutenue, est largement positive. Cette analyse reste vraie pour le monoflux et le carton même si là encore, on note l'importance des soutiens qui participent au financement de la filière

A retenir :

- La place prépondérante des soutiens sur la filière du monoflux.
- La pertinence économique des filières de recyclage sur Mayenne Communauté.

C : SYNTHÈSE DES COÛTS DU SERVICE



L'analyse basée sur le coût complet (ensemble des charges en €HT) de la partie IV-A est pertinente pour mener une analyse sur l'organisation du service. A présent que nous avons présenté les recettes associées, il convient donc de faire une synthèse de ces 2 parties pour présenter le coût technique et le coût aidé en €HT.

Coût technique = coût complet - produits industriels (ventes matériaux, prestations à des tiers)

Coût aidé = coût technique - soutiens des éco-organismes - aides publiques.

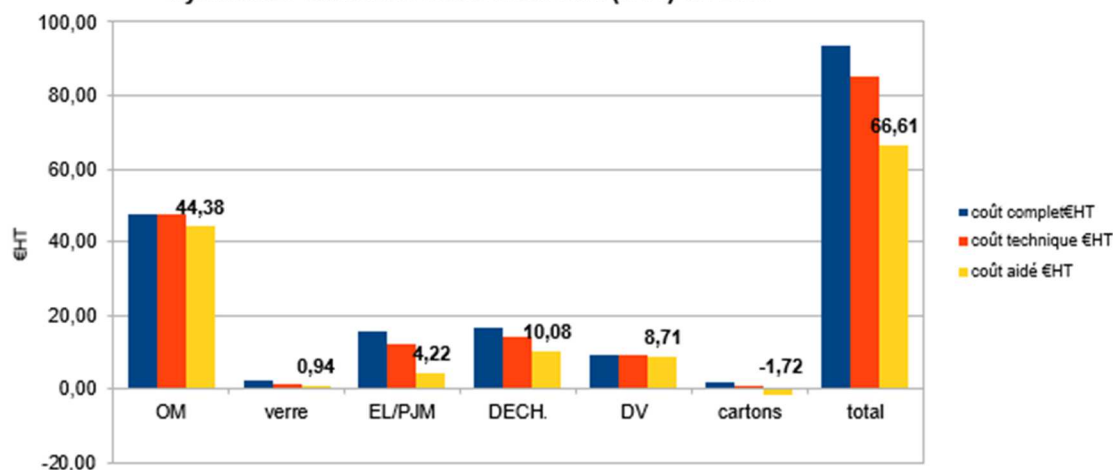
Le coût technique permet de visualiser le coût qui resterait à charge s'il n'y avait aucun soutien des partenaires (institutionnels ou éco-organismes).

Le coût aidé reflète la charge restant à financer par la collectivité. La différence entre le coût technique et le coût aidé permet de mesurer le poids des soutiens selon les flux.

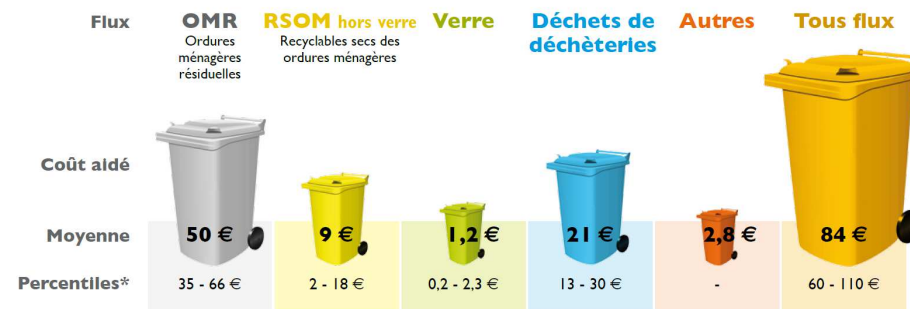
Tableau 18 : DETAIL 2017 DES COÛTS COMPLETS, TECHNIQUE ET AIDE (€HT/hab.)

| | OM | verre | EL/PJM | DECH. | DV | cartons | total |
|--------------------|-------|-------|--------|-------|------|---------|-------|
| coût complet €HT | 47,58 | 2,18 | 15,85 | 16,67 | 9,19 | 1,94 | 93,40 |
| coût technique €HT | 47,58 | 1,29 | 12,04 | 13,99 | 9,19 | 0,94 | 85,03 |
| coût aidé €HT | 44,38 | 0,94 | 4,22 | 10,08 | 8,71 | -1,72 | 66,61 |

Synthèse : Coûts sur MC à l'habitant (€HT) en 2017



Moyenne (2012 = chiffres les plus récents au niveau national) du coût du service public de gestion des déchets en France pour les collectivités de typologie d'habitat mixte (urbain/rural)



* Percentiles : 80 % des collectivités dans cette fourchette de coûts

Cette synthèse montre que le coût aidé sur MC est en moyenne de 67€HT/habitant contre 84€ pour les collectivités de typologie similaire à la nôtre. Le coût du service restant à financer par la collectivité est donc inférieur à celui supporté sur d'autres territoires. Une partie de cet écart peut s'expliquer par des services différents (collecte en porte à porte du tri sur certains territoires, etc.) mais cela montre aussi la performance du service rendu qui permet de maintenir un service à des coûts maîtrisés.

Envoyé en préfecture le 18/12/2018
Reçu en préfecture le 18/12/2018
Affiché le 20/12/2018



ID : 053-200055887-20181213-CC131218DELIB24-DE

Les résultats de la mise en place de la RI se confirment d'année en année et démontrent les efforts importants des usagers. Sans occulter les difficultés qu'il reste sur la gestion des dépôts sauvages sur certains sites, il faut mesurer le chemin parcouru pour une réduction et une meilleure valorisation des déchets qui permettra, outre les impacts écologiques positifs, de maîtriser durablement les coûts de gestion du service.

- Poursuivre la mise en œuvre le schéma directeur des déchetteries : mise aux normes et extension de la déchetterie de Lassay les Châteaux, réflexion sur les travaux d'aménagement et de mise aux normes du site de Parigné...
- Mettre en place la redevance incitative et communiquer sur ce nouveau mode de financement.
- Poursuivre la mise en œuvre du plan de prévention contractualisé avec l'ADEME et le département autour du gaspillage alimentaire.
- Poursuivre la lutte contre les dépôts sauvages.
- Achever l'optimisation du fonctionnement des conteneurs semi-enterrés avec la fin du déploiement de contrôles d'accès sans frais de communication.
- Etudier les tournées de collecte des ordures ménagères et la possibilité de mettre en place des GPS pour traiter les difficultés résiduelles en terme d'hygiène et sécurité.
- Travailler sur les marges d'optimisation du service : filières de valorisation matière (fraction ligneuse des déchets verts, multiplication des bennes petits encombrants, etc.) et sur les marges d'optimisation de la collecte des ordures ménagères (réflexion sur les fréquences de collecte suite à la parution assouplissant les fréquences de collecte minimales) et de la collecte en régie des déchetteries (compacteur...).
- Analyser les performances du tri sélectif et travailler sur le taux de refus de tri à travers des actions de communication et de sensibilisation.

